ÉDITION DU LOIRET

www.lepicentre.online

L'ÉPICENTRE

#019

MENSUEL OCTOBRE 2021

L'actualité économique et sociétale du Val de Loire ■ Gratuit

45

© AdobeStock

Le dossier

“Automobile, la mutation économique”

P22à27

■ Bourdin Paysage en pleine croissance verte

P8

■ Interview avec François Bonneau

P20

■ L'économie s'épanouit aux Rendez-vous de l'Histoire

P21

■ Un nouveau théâtre à Orléans fin 2022

P30

édito

On la rêve propre, connectée voire complétement autonome. La voiture de demain cristallise autant d'espoirs que de crispations, entre les mordus de la conduite et des grosses cylindrées et les défenseurs de l'environnement.

Et si on pouvait avoir les deux ?

Les constructeurs y travaillent, forcés par la loi d'orientation des mobilités qui a fixé la fin des « voitures à énergies fossiles carbonées » à l'horizon 2040. La transition semble déjà adoptée et par les constructeurs et par les conducteurs et le phénomène devrait donc s'accélérer dans les années à venir.

Seuls résisteront les véhicules hybrides et les électriques, à hydrogène, au biogaz, biocarburants ou à air comprimé. La gamme sera large mais comment se repérer dans cet éventail de motorisations ? Notre dossier spécial fait le point sur les avancées technologiques de ce secteur automobile en pleine mutation.

Vrai challenge pour l'industrie automobile, la voiture de demain ouvre de réelles opportunités pour les acteurs de secteur qui ne demandent qu'à relever le défi !

Bonne lecture,
La Rédaction

sommaire

VIE DES ENTREPRISES

4 Groupement des Entreprises de Pôle 45 : La convivialité comme moteur de mise en relation
Le groupement des entreprises de Pôle 45, la plus importante zone d'activités du Loiret, fonctionne sur le mode de la convivialité pour favoriser les relations entre les adhérents et résoudre les problèmes du quotidien.

ENVIRONNEMENT

16 Bio Centre Loire - Biocoop : un partenariat structurant vers le commerce équitable
Bio Centre Loire est une jeune coopérative créée début 2020 par une poignée de producteurs de fruits et légumes qui les vendaient jusqu'alors principalement en vente directe. Souhaitant développer une commercialisation ouverte sur les plateformes de distribution, Bio Centre Loire vient de signer un partenariat avec l'enseigne Biocoop.

COLLECTIVITÉS & TERRITOIRES

18 Le train de la relance aux couleurs de l'espoir
La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a inauguré le train de la relance en gare d'Orléans et le village de l'emploi, après une visite au BRGM et à l'université. Objectif : montrer le plan de relance en action.la ligne de conduite.

LE DOSSIER DU MOIS

20 Automobile, la mutation économique
Le législateur l'a dit : en 2040, les moteurs thermiques à forte émission de CO2 seront interdits. Seuls résisteront les véhicules hybrides et les électriques, à hydrogène, au biogaz, biocarburants ou air comprimé. La gamme sera large, certes, mais comment se repérer dans cet éventail de motorisations ? Zoom sur la voiture de demain !

L'ÉPICENTRE
www.lepicentre.online

Mensuel gratuit
#019
Octobre 2021

Groupama Up/Espace entreprises, 2 avenue de Châteaudun CS1319 - 41013 Blois Cédex • 02 54 74 30 39

• Président
François Delaisse
• Directrice de la publication
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
• Relations extérieures
Philippe Duisit
06 33 22 43 19
Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

• Contacts commerciaux
Philippe Massicot
06 45 76 98 51
Denis Labrune
06 86 70 03 85
• Impression
Imprimerie Baugé, Descartes
• Graphisme
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

• Rédacteurs
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel

IMPRIM'VERT
PEFC 10-31-1080

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S. Au capital de 10 000 euros - Siret 53804876000028 - Dépôt légal à parution - ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

Dégustations d'automne avec la marque © du Centre

La marque alimentaire régionale © du Centre, qui compte 123 adhérents proposant plus de 1 400 produits authentiques du territoire, sera présente sur de nombreux événements gastronomiques au cours de l'automne.

8 et 9 octobre : Rendez-vous de l'Histoire : séances de dégustation. et boutique éphémère © du Centre, animée par Terroirs du Centre, au pied du Château de Blois (Loir-et-Cher).

30 et 31 octobre : Journées gastronomiques de Sologne, à Romorantin-Lanthenay (Loir-et-Cher) 5 adhérents participent aux Clins d'oeil gastronomiques proposés au Sudexpo.

5 au 7 novembre : Salon des vins et de la gastronomie à Bourges (Cher). Ateliers culinaires et rencontres avec une vingtaine d'adhérents sur l'espace © du Centre au Pavillon d'Auron.

19 au 21 novembre : Ferme Expo Tours (Indre-et-Loire) : salon régional de l'agriculture et de la gastronomie. Animations culinaires avec des produits © du Centre en partenariat avec le lycée professionnel Albert Bayet, le CFA, le campus des métiers ainsi que la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat

26 au 29 novembre : Salon de la gastronomie d'Orléans (Loiret), au Chapit'O. Une trentaine d'adhérents présentent leurs produits pour composer des menus de fête. Jeux et démonstrations culinaires en partenariat avec le lycée hôtelier de l'orléanais.

Les sous-traitants régionaux à Lyon

Trente-sept entreprises sous-traitantes du Centre-Val de Loire ont participé au Midest 2021, début septembre à Lyon. Cette nouvelle édition du salon mondial des savoir-faire en sous-traitance industrielle leur a pris de nouer de nouveaux partenariats commerciaux et de relancer une activité mise en difficulté par la pandémie. La région Centre-Val de Loire a apporté un soutien financier aux entreprises exposantes. La sous-traitance industrielle régionale représente 1 101 établissements et fait travailler plus de 23 500 salariés.

Pierre Fabre se regroupe à Gien

Deuxième laboratoire dermo-cosmétique mondial et leader français des produits vendus hors prescription, le groupe Pierre Fabre a décidé de transférer l'activité de son site de Château-Renard vers celui de Gien, principal site de production pharmaceutique du Groupe. Une mobilité a été proposée aux 46 collaborateurs du site de Château-Renard qui est confronté à une sous-activité structurelle. Le conditionnement de tubes de crème pour la marque Eau Thermale Avène, qui y était réalisé, sera relocalisé principalement dans l'Hérault, à Avène précisément.
Distant de 40 km de Château-Renard, le site de Gien produit des médicaments et des produits d'hygiène bucco-dentaire.

MOREAU incendie s.a.

Moreau Incendie : sécurité incendie et anti-intrusion présent dans le Loiret

PROFESSIONNELS

Une solution globale pour la sécurité incendie des professionnels

Moreau Incendie est le partenaire privilégié des professionnels venant d'horizons variés :
collectivités territoriales, agriculteurs, industriels et autres ERP, locaux tertiaires, commerces, stations-service, etc...
Nous apportons une solution personnalisée répondant efficacement aux problématiques de sécurité incendie / intrusion.

PARTICULIERS

Protégez votre famille, votre maison
Pose de système d'alarme incendie et intrusion

Prémunissez-vous des risques d'incidents domestiques, des tentatives d'effraction en vous appuyant sur l'équipe d'experts **Moreau Incendie**, spécialiste depuis plus de 40 ans pour la protection des biens et des personnes.

Votre sécurité, notre priorité : contactez-nous pour votre devis gratuit

Siège social : 29 rue Pierre et Marie Curie • 45200 Montargis
Loiret Centre-Val de Loire
Tél. 02 38 95 05 85 • Urgence du week-end : 06 30 36 37 40

Horaires :
Du lundi au jeudi de 8h à 12h et de 14h à 18h
Le vendredi de 8h à 12h et de 14h à 17h

Groupement des Entreprises de Pôle 45 : La convivialité comme moteur de mise en relation

Le groupement des entreprises de Pôle 45, la plus importante zone d'activités du Loiret, fonctionne sur le mode de la convivialité pour favoriser les relations entre les adhérents et résoudre les problèmes du quotidien.

« Lorsqu'Amazon a mis en service son deuxième bâtiment, il y avait un problème de fléchage des nouveaux parkings situés sur la zone d'activités de Pôle 45. On a réglé le problème en trois heures en fabriquant et posant des panneaux directionnels ». Frédéric Kozubski cite volontiers cet exemple pour illustrer la réactivité et le sens pratique du Groupement des Entreprises de Pôle 45 (GEP45) qu'il préside depuis quatre ans. L'ancien président de la communauté Emmaüs d'Ormes, aujourd'hui consultant dans le domaine du bâtiment, attache beaucoup d'importance à la qualité des relations humaines. *« La convivialité est le vecteur indispensable à la mise en relation »*, affirme-t-il. Le mode de fonctionnement du groupement privilégie les rencontres, les échanges, les découvertes mutuelles pour créer un sentiment, voire une fierté d'appartenance à la plus importante zone d'activités du Loiret et de la région.

Frédéric Kozubski (à droite) préside le GEP de Pôle 45 avec Laurent Barruet comme vice-président.

Un nouvel échangeur à l'horizon 2023

Rayonnant sur les territoires d'Ingré, Ormes et Saran, Pôle 45 regroupe aujourd'hui 250 entreprises où travaillent 6 000 salariés. Elle compte des *« poids lourds »* avec Deret, Amazon, John Deere ou Honda, d'immenses entrepôts de stockage, mais aussi une grande diversité de PME de toutes tailles. *« Elle est appelé à se développer encore avec la création du nouvel échangeur de l'autoroute A10 dont la première pierre sera posée en octobre pour une mise en service en 2023 »*, annonce Laurent Barruet, le vice-président du GEP 45.

Le groupement, qui compte une centaine d'adhérents, a été sollicité dans le cadre de la procédure de création du nouvel échangeur qui va permettre de fluidifier la circulation des camions. *« En tant qu'interlocuteur de référence, nous travaillons avec Orléans Métropole pour toutes les questions relatives aux plans de déplacements, à la gestion des déchets ou aux transports en commun »*, ajoute Frédéric Kozubski.

Le GEP 45 est aussi la porte d'entrée pour de multiples sollicitations comme les demandes et recherches d'emplois. *« Nous faisons circuler les CV avec d'autant plus de pertinence que nous connaissons bien leurs besoins »*, précise le président. Cette connaissance repose sur de fréquentes rencontres comme les petits déjeuners thématiques, les visites d'entreprise ou les soirées du club Saran Loiret Handball dont une grande majorité des adhérents sont partenaires. *« On échange les cartes de visite autour d'une coupe de champagne et, bien souvent, on trouve une solution à une sollicitation ou une attente »*. La convivialité, on vous disait !

> *« En tant qu'interlocuteur de référence, nous travaillons avec Orléans Métropole pour toutes les questions relatives aux plans de déplacements, à la gestion des déchets ou aux transports en commun »*
>
> *Frédéric Kozubski*

Les aventuriers de la création-reprise d'entreprise à l'honneur

Le Réseau Entreprendre Loir et Berry a décerné des prix à 25 créateurs et repreneurs d'entreprise du Loiret, du Cher et d'Eure-et-Loir, que l'association accompagne dans l'aventure de l'entrepreneuriat.

Il régnait une ambiance façon « *Koh Lanta* » au Domaine de la Fontaine, à Olivet (Loiret) le 15 septembre dernier. Dégustation et reconnaissance d'aliments à l'aveugle, épreuve de vitesse et d'agilité « *n'en perdez pas une goutte* », « *reconnaissance des 16 paires* » et « *ski sur gazon en équipe* » figuraient au programme des aventuriers de la création-reprise d'entreprise, en guise de joyeuses épreuves finales. Le Réseau Entreprendre Loir et Berry, présent dans le Loiret, le Cher et l'Eure-et-Loir, animait ainsi sa soirée de remise de prix aux créateurs et repreneurs d'entreprise que les adhérents de l'association soutiennent tout au long de l'année.

Faute d'avoir pu être réunis l'an dernier, les 14 lauréats de 2020 se sont joints aux 11 récipiendaires de ce premier semestre 2021 pour une soirée de retrouvailles en présence de 150 invités. Parmi eux figuraient, bien entendu, les chefs d'entreprise membres du réseau qui donnent bénévolement de leur temps pour conseiller et guider ces nouveaux chefs d'entreprise pendant deux ans. Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à venir solliciter l'aide technique et financière du Réseau Entreprendre Loir et Berry. « *Le nombre de lauréats de 2021 devrait doubler par rapport à l'année précédente* », annonçait Vincent Py, le Président de l'association.

Une dernière épreuve ludique, le ski sur gazon en équipe, attendait les lauréats avant la remise des prix.

Les candidats au soutien de Réseau Entreprendre Loir et Berry doivent répondre à des critères précis, dont la création de 5 emplois minimum, et présenter leur projet auprès de la Directrice avant de rencontrer en individuel trois chefs d'entreprise et passer devant un comité d'engagement composé de 5 à 10 autres entrepreneurs dont la décision doit être unanime. Autant dire que les jeux façon « *Koh Lanta* » n'étaient pour eux, et pour les spectateurs, qu'une réjouissante partie de plaisir !

Interview :

Vincent Py : « *Notre accompagnement est un gage de crédibilité* »

Pour quelles raisons le Réseau Entreprendre de la région Centre-Val de Loire comprend-il désormais deux entités ?

La décision a été prise au début de l'année 2020 de créer deux structures afin d'assurer une meilleure proximité géographique et relationnelle des territoires.

Le Réseau Entreprendre Loir et Berry, que je préside, est présent dans le Loiret, le Cher et l'Eure-et-Loir. Les trois autres départements, le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire et l'Indre, forment le Réseau Entreprendre Loire Vallée.

Comment est structuré le Réseau Entreprendre Loir et Berry ?

Nous disposons de trois permanents sur les trois départements et nous comptons 85 adhérents. Ces derniers dirigent 130 entreprises et emploient 3 500 salariés. Ils interviennent de façon totalement bénévole en consacrant du temps à l'accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprise qui nous sollicitent.

Qu'est-ce qui caractérise le Réseau Entreprendre par rapport à d'autres organisations d'aide à la création/reprise d'entreprise ?

Notre grande différence réside dans le fait que tous nos adhérents sont des entrepreneurs en activité. Ils sont en prise au quotidien avec les exigences du métier de dirigeant et ne peuvent que mieux conseiller et guider les candidats.

L'autre particularité tient au fait que les porteurs de projets que nous accompagnons doivent s'engager à créer au moins cinq emplois dans les trois premières années de leur activité. C'est le vœu exprimé par le fondateur du mouvement en 1986, André Mulliez : « pour créer des emplois, créons des employeurs ».

Dirigeant de quatre entreprises du secteur de la métallurgie, Vincent Py préside le réseau Entreprendre Loir et Berry depuis janvier 2020.

En quoi consiste l'aide financière que vous apportez aux candidats à la création d'entreprise ?

Il s'agit de prêts d'honneur qui peuvent aller de 15 à 90 000 euros. Sans intérêts, ils sont remboursables sur cinq ans pour les créations, et quatre ans pour les reprises. Ces fonds de prêts sont alimentés par nos partenaires bancaires et peuvent ainsi donner un accès privilégié aux financements complémentaires. L'accompagnement par le Réseau Entreprendre est un gage de crédibilité renforcée aux yeux des acteurs économiques.

Les lauréats du Loiret

- Sébastien Bigard, la Mie Caline
- Mickael Verdure, Cédric Vanhasebroeck, Aviva
- Delphine Carpier, Temporis
- Clémence Deback, Karine Prigent, Aline Bouchard de la Poterie, Esprit Mécénat
- Thierry Chaffal, Heyer & Martin
- Raphaëlle Bourgeais, Collecti'sable
- Jean-Noël Gaine, Créa-Watt

Téane : Maman, tu es (as) la plus belle (peau) !

Parce que, dès la grossesse, une maman veut ce qu'il y a de plus sain pour son bébé, Agnès Ducrocq a créé Téane, une gamme biologique de cosmétiques pour maman et bébé, sans compromis sur la qualité et la sécurité ! Retour sur une aventure orléanaise, commencée il y a plus de 10 ans, à une époque où le bio n'était pas encore une tendance de fond…

Pendant sa grossesse, Agnès Ducrocq, ingénieur chimiste de formation, spécialisée en marketing des produits de luxe et grande fan de cosmétiques, cherche des produits de soins de la peau adaptée à son *« état »*, sains et respectueux de sa santé. Ne trouvant pas ce qu'elle souhaite, elle commence à s'intéresser à ce marché spécifique. *« Ce que je pressentais, c'était que le bio était une transformation durable, pas un effet de peur ou de mode. J'ai donc étudié les attentes des consommateurs et ai constaté que, comme dans mon cas, la grossesse est souvent la période au cours de laquelle les futurs parents passent au bio. Quand elle devient maman, une femme change ses habitudes alimentaires et beauté et ce changement est souvent irréversible. »* Pourtant, il n'existe pas de gamme biologique complète dédiée à la maman qui va avoir des besoins spécifiques et qui va voir son corps se transformer. Et sans doute pour cause : il s'agit là d'un marché de niche, qui n'intéresse pas les gros acteurs du secteur : on enregistre 800 000 naissances par an en France.

Agnès Ducrocq.

Mais, *« c'était un challenge à relever ! »*, s'enthousiasme Agnès qui veut *« faire du bio, avec toutes les contraintes que cela impose, avec la même efficacité qu'un laboratoire conventionnel »*. Elle s'attaque au problème numéro un des femmes pendant leur grossesse : les vergetures. *« La recherche d'une solution naturelle m'a emmenée loin, à Madagascar précisément où poussent plus de 13 000 végétaux dont 10 000 endémiques. Les femmes ont, là-bas, une vraie connaissance du soin par les plantes. »* Forte de leur expérience, Agnès repart avec un échantillon de Cassia Alata, que les Malgaches utilisent pour soigner leur peau et faire disparaître les vergetures. *« Mais il s'agissait d'un savoir traditionnel, ancestral, pas scientifique… »* Alors, de retour en France, Agnès se tourne vers l'Institut de Chimie organique et analytique d'Orléans pour faire analyser la plante. Et il s'avère qu'elle renferme des actifs très intéressants…

Des solutions naturelles et zéro compromis

À partir de là, tout s'enchaîne. Agnès quitte Paris, s'installe définitivement à Orléans, au cœur de la Cosmetic Valley, et y implante sa société. Elle dépose un brevet en 2010 sur la prévention et le traitement des vergetures et poursuit le développement d'une gamme 100 % Maman. *« Il était hors de question que je fasse le moindre compromis : je voulais une texture agréable, un produit efficace et bio ! Ce n'est pas parce qu'on achète des produits bio qu'on abandonne l'idée de la crème plaisir qui sent bon ! »* Agnès résout l'équation et la gamme 100 % Maman est lancée en 2012.

La jeune femme cherche alors des leviers de croissance à l'export. Avec succès : fin 2013, Téane est présent dans onze pays avec un fort développement en Asie et au Moyen-Orient.

En parallèle, Agnès continue ses recherches sur les plantes et positionne le laboratoire sur les problématiques des peaux atopiques. En 2015, Téane dépose un deuxième brevet pour le traitement des peaux eczémateuses. Une gamme bébé sort en 2016.

L'export devient un véritable relais de croissance pour Téane : en 2019, 40 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'international. La crise Covid change la donne : les marchés, surtout asiatiques, se ferment. Mais le digital va alors prendre le relais et les ventes en ligne explosent ! Aujourd'hui, Téane a retrouvé une vraie dynamique à l'export et poursuit sur sa lancée sur le web. Alors, *« on s'en sort plutôt bien »*, commente Agnès qui souhaite introduire sa marque sur le marché indien dont les consommateurs *« sont très tournés vers les solutions naturelles »*. En Europe, Téane cherche à être référencée sur des plateformes de vente en ligne, notamment dédiée à la parapharmacie, et dans les magasins bio.

Entre le développement on-line et le développement à l'international, Agnès trouve néanmoins encore le temps de travailler sur une nouvelle gamme, pour le visage cette fois-ci, pour corriger les imperfections liées aux variations hormonales. L'idée est bien de poursuivre l'aventure avec les mamans qui ont fait confiance à Téane pendant leur grossesse ! *« On évolue dans un milieu ultra-concurrentiel. Si on est toujours présent 10 ans après nos débuts, c'est qu'on est reconnu pour la qualité de nos produits, notre absence de compromis. Les clientes le savent, même si on n'a pas pris les chemins les plus simples ! »*

L'agent commercial, un indépendant au service de l'entreprise

Doté d'une réelle compétence dans le relationnel et expert sur son secteur, Xavier de Fenoyl, agent commercial indépendant, nous dévoile cette profession en pleine expansion.

Xavier de Fenoyl pratique son métier depuis 30 ans au sein de son agence commerciale Filtr'Action. Un métier qui n'est pas toujours bien connu. Pourtant, les agents commerciaux représentent une alternative intéressante pour les PME qui souhaitent conquérir de nouveaux marchés en limitant leurs investissements. Rappelons qu'un agent commercial est un mandataire. Il a pour objectif de négocier et de conclure des contrats pour une entreprise. Xavier de Fenoyl intervient dans le secteur de la filtration industrielle. Il représente des sociétés belges, allemandes et italiennes qui conçoivent et fabriquent des médias filtrants métalliques. Il vend ces médias filtrants auprès d'équipementiers français qui fabriquent des systèmes filtrants.

Une expertise

L'atout d'un agent commercial est la très bonne connaissance de son secteur professionnel permettant un rôle de conseil auprès de la clientèle. Xavier de Fenoyl précise *« Tout le monde peut acheter sur internet, notre fonction est d'expliquer, de préconiser et d'accompagner les clients. Nous devons être des techniciens. »*.

L'indépendance et la richesse des contacts sont les premiers qualitatifs qui sont cités pour présenter ce métier. Filtr'action gère une clientèle très diversifiée, près de 150 entreprises dans les secteurs de l'agro-alimentaire, de la pétrochimie, du traitement d'eau, du nucléaire,… Il faut aimer l'humain, le contact, c'est essentiel. Il est nécessaire d'apprécier voyager *« Je connais bien la France, nous avons un pays merveilleux avec des paysages variés. J'apprécie me déplacer et découvrir sans cesse des petits coins exceptionnels. »* ajoute Xavier.

Comme tout indépendant, l'agent commercial doit avoir un esprit entrepreneurial. Il y aura forcément des hauts et des bas, l'important est de s'entourer de personnes qui connaissent les mêmes problématiques. La Fédération Nationale des Agents Commerciaux Centre-Val de Loire offre l'opportunité de rencontres et d'échanges. Un bon réseau est la clef de la réussite !

FNAC Centre-Val de Loire
www.agentcommercial.fr
Tél : 06 50 55 89 68 – 06 09 40 79 20

PUBLI-RÉDACTIONNEL

» Harmonie Mutuelle, plus que jamais aux côtés des entreprises

Aujourd'hui plus que jamais, avec les impacts de la crise sanitaire, les entreprises jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les nouvelles fragilités dans les territoires et dans les parcours de travail et de vie. C'est pourquoi Harmonie Mutuelle s'engage toujours plus fortement à leurs côtés, pour agir ensemble dans l'intérêt collectif et les accompagner dans la protection et le développement de leur potentiel humain.

RENFORCER LE POTENTIEL HUMAIN, LEVIER DE PERFORMANCE

Pour s'adapter aux besoins évolutifs de leurs clients et rester compétitives, les entreprises sont contraintes de se transformer rapidement. Cela génère des tensions à tous les niveaux, avec des conséquences directes sur les personnes et sur la performance sociale et économique. Entrepreneur du mieux vivre, Harmonie Mutuelle propose aux entreprises son expertise en santé et prévention, sur les risques psychosociaux, l'employabilité et la gestion du capital santé. Elle a notamment déployé la solution « Harmonie Potentiel Humain™ », un diagnostic scientifique complet et concret pour mesurer et maximiser l'énergie des salariés.

CONSTRUIRE L'ENTREPRISE ET LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Harmonie Mutuelle est devenue Entreprise Mutualiste à Mission le 6 juillet 2021. Sa raison d'être – « Agir sur les facteurs sociaux, environnementaux et économiques qui améliorent la santé des personnes autant que celle de la société en mobilisant la force des collectifs » – couvre de nombreux domaines d'intervention liés aux entreprises, comme le milieu ou les conditions de travail. Elle met ainsi en place sur tous ses territoires des Lab' Entreprises pour permettre aux chefs d'entreprise et aux entrepreneurs d'échanger avec leurs pairs et des experts des solutions innovantes, solidaires et collectives. Harmonie Mutuelle est également engagée dans des fonds de soutien aux entreprises, à l'image du Fonds « Harmonie Mutuelle Emplois France », créé en 2020 pour accompagner les entreprises cotées ou non (TPE, PME et ETI) dans la création et la sauvegarde des emplois.

« L'énergie des collaborateurs est sans aucun doute un levier de performance sociale et économique. Les dirigeants d'entreprise ont besoin de collègues engagés, au meilleur de leur forme. Or, cela ne s'impose pas, cela se provoque, se construit et s'entretient. Les bénéfices d'une démarche basée sur le potentiel humain et la qualité de vie au travail sont nombreux : motiver, fidéliser... Harmonie Mutuelle, acteur historique majeur de la région, accompagne les entreprises, clientes ou non, et leurs salariés dans leurs différents moments de vie. »
Thomas Coutanceau, Directeur Région Centre-Val de Loire, Harmonie Mutuelle.

Harmonie mutuelle GROUPE VYV AVANÇONS collectif

MUTUALITÉ FRANÇAISE MEMBRE DE LA

Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, n° SIREN 538 518 473, n° LEI 969500JLU5ZH89G4TD57.

Bourdin Paysage en pleine croissance verte

L'entreprise d'aménagement et d'entretien d'espaces verts Bourdin Paysage s'agrandit et renforce ses activités environnementales tout en préparant la transmission à la troisième génération.

À Chécy, le paysage change chez Bourdin Paysage. Les transformations vont bon train sur le terrain de 8 000 mètres carrés de la zone d'activité où l'entreprise d'aménagement et d'entretien d'espaces verts est implantée depuis 2003. Un nouveau bâtiment de stockage de matériel de 750 m² est sorti de terre, tout comme un atelier de 300 m², tandis que l'agrandissement des bureaux sur 250 m² est en cours. Cette métamorphose est à l'image du développement d'une entreprise familiale fondée par André Bourdin en 1967. L'ancien responsable commercial d'une marque de matériel de jardinage s'était mis à son compte pour entretenir les résidences secondaires des Parisiens en bordure de la forêt d'Orléans. L'élargissement de l'activité à l'entretien des espaces verts des grandes entreprises comme IBM ou Malakoff-Médéric viendra ensuite, et avec elle la croissance de Bourdin Paysage, d'abord installé à Combleux.

Nicolas Bourdin, 59 ans, dirige Bourdin paysage qui compte 65 salariés et dispose d'un parc de 50 véhicules et de 100 engins d'entretien et de création d'espaces verts.

Ouverture sur les terrains de sport

Lorsque Nicolas Bourdin prend la succession de son père en 1986, l'entreprise compte alors 14 salariés. Le nouveau dirigeant a étoffé sa formation initiale de jardinier paysagiste à l'école de la Mouillère d'Orléans par un brevet de technicien à l'école d'horticulture de Lyon, suivi d'une spécialisation dans la conception et l'entretien de terrains de sports et d'aires de loisirs dispensée par la CCI de Paris. Les terrains de sport, mais aussi les golfs et les espaces verts des collectivités locales constitueront une nouvelle source de développement. « *L'aménagement et l'entretien de stades sont devenus une vraie spécialité et représentent près de 20% de notre activité aujourd'hui,* précise Nicolas Bourdin. *Nous intervenons sur toute la région Centre-Val de Loire et quelquefois au-delà.* » Bourdin Paysage fait d'ailleurs partie du réseau Sport International qui regroupe les entreprises spécialisées sur ce marché. Pour mieux répondre à des appels d'offre inter-régionaux, un groupement de quinze sociétés du paysage a été constitué sous le titre d'Exavert avec Nicolas Bourdin pour président.

L'écologie à la rescousse

L'autre axe de développement a été porté par la prise de conscience des enjeux écologiques. « *La notion d'infrastructures vertes se généralise dans les collectivités locales qui créent des parkings végétalisés, des axes verts, voire des forêts urbaines,* explique Nicolas Bourdin. *Désormais, il y a souvent un écologue dans les équipes de maîtrise d'œuvre pour prendre en compte l'impact environnemental des aménagements et proposer des compensations écologiques. Par exemple, nous avons participé aux plantations d'arbres le long de l'autoroute A19 et nous sommes candidats pour l'aménagement paysager de l'élargissement de l'A10.* »

En 2013 Bourdin Paysage a obtenu l'agrément préfectoral pour la création d'une plateforme de compostage à Faye-aux-Loges qui produit 5 000 tonnes de compost par an. Elle va être agrandie de 8 000 mètres carré cette automne avec un bâtiment de stockage de matériel et un espace de revente de compost et substrat de plantations pour les entreprises et les particuliers.

L'ensemble des récents investissements de Bourdin Paysage représente près de 1,4 M€. De quoi préparer dans de bonnes conditions le passage de relais à la troisième génération en la personne de Tarquin, 26 ans, actuel responsable du bureau d'études. D'ici quatre ans Boudin Paysage prendra un nouveau visage.

B.G.

La colocation pour personnes âgées, une troisième voie entre maintien à domicile et placement en Ehpad

Une solution d'hébergement et d'accompagnement d'un nouveau genre a ouvert ses portes à Corquilleroy, dans le Loiret : la colocation pour personnes âgées dépendantes. Les seniors peuvent y vivre le plus normalement possible, dans un environnement familier, aidés et accompagnés par des auxiliaires de vie, de jour comme de nuit, certaines logeant sur place avec leur famille.

La première colocation pour personnes âgées dépendantes du Loiret a été inaugurée en septembre à Corquilleroy.
Véritable alternative à l'Ehpad, plus rassurant que le maintien à domicile pour la personne âgée comme pour sa famille, le système proposé par Âges & Vie résout le problème de nombreuses personnes dépendantes à domicile, dont l'isolement et/ou le besoin d'assistance aboutit trop souvent à une sorte de confinement chez soi (faute d'un accompagnement adapté, la personne devient prisonnière de son logement).
La personne âgée dépendante vit dans un cadre le plus normal possible qui ressemble à son ancien environnement. Dans un espace à taille humaine, apaisant, sécurisant et intergénérationnel, des seniors ne pouvant (ou ne voulant) plus demeurer chez eux bénéficient d'un accompagnement personnalisé pour tout ce qu'ils ne peuvent plus faire seuls.
« Un an après l'apparition du coronavirus, nous sommes convaincus que ce dispositif mêlant architecture bienveillante et organisation à taille humaine est un choix optimum ; une solution qui protège sans isoler, commente Simon Vouillot, cofondateur de Âges&Vie. Ce dispositif d'habitat inclusif est une troisième voie entre le domicile classique et l'établissement. Il apporte une réponse concrète et viable à un besoin fondamental pour les personnes âgées : être chez soi, dans des logements sécurisants, situés au cœur d'un voisinage et d'un environnement de vie (commerces, services, cabinets médicaux…). »

© Marc Cellier

© Marc Cellier

Un espace à dimension familiale où chacun peut librement organiser sa vie

À Corquilleroy, ce sont deux maisons d'environ 380 m² louées en colocations meublées à 16 personnes âgées qui ont été construites rue des Noyers. Les colocations Âges & Vie sont de vraies maisons comprenant toutes les pièces de vie que l'on trouve habituellement. L'espace commun (environ 80 m²) comprend un salon, une salle à manger et une cuisine où les repas sont préparés quotidiennement, les menus étant choisis en concertation avec les colocataires. Les espaces privatifs (environ 30 m²) sont composés d'une chambre/séjour, d'une salle d'eau et d'une entrée privative avec terrasse. On peut y vivre en couple, avec un animal de compagnie et même apporter ses meubles.
Les logements s'adaptent aux besoins des colocataires et évoluent en fonction de leur dépendance (lit médicalisé, barres d'appui…). Une équipe d'auxiliaires de vie (dont certaines habitent à l'étage avec leurs familles) s'occupe de l'aide au lever, au coucher, à la toilette, aux déplacements, de la préparation et de la prise de repas, du ménage, de l'entretien du linge, des animations et de la vie sociale…

Tout est pensé pour ne pas changer les habitudes et rompre avec l'isolement : dans un cadre convivial et rassurant, les colocataires qui le souhaitent sont invités à participer à la vie de la maison (aide à la préparation des repas, pliage du linge, jardinage…).

« Je suis dans une maison, dans un cadre convivial, apaisant, sécurisant, et je peux librement organiser ma vie, avec toute l'aide nécessaire, rapporte Yvette, colocataire. Tous les matins, comme depuis des années, je continue à me lever à mon heure. Après le petit-déjeuner, une fois habillée, je fais mon lit. Ensuite j'aide à la cuisine, surtout quand une de mes recettes est prévue. Ça m'occupe. Marie, elle, préfère participer à la confection des menus ; Paul, quant à lui, peut encore malgré ses difficultés aider à mettre la table en disposant les couverts. On a chacun nos petites habitudes et on se sent utile. Ici, c'est la liberté. On ne se sent pas retranché ni infantilisé, mais respecté ».

© Marc Cellier

© Marc Cellier

La génération Z débarque !

« Vers l'entreprise de demain avec la génération Z », animée par Elodie Gentina le 16 septembre 2021 au palais des Congrès de Tours.

Le 16 septembre dernier, dans le somptueux palais des Congrès de Tours, le COET-MOF et la CPME Centre-Val de Loire organisaient une conférence sur le thème des enjeux sociaux et managériaux de la nouvelle génération. La conférence était animée par Elodie Gentina, enseignante-chercheuse et auteure de *« Génération Z - Des Z consommateurs aux Z collaborateurs »*. L'Épicentre y était et espère avoir retenu pour vous l'essentiel.

© CPME 41

« La génération Z c'est qui ? Et au travail alors, ça donne quoi ? »

Selon la chercheuse, la nouvelle génération Z (qui comprend les jeunes nés entre 1997 et 2012) est porteuse d'une révolution, à l'intérieur même de la société. Premièrement, ces jeunes vivent la quatrième révolution numérique, en même temps qu'ils subissent une crise économique et dénoncent tous les changements sociétaux. Ils traversent une crise identitaire et, certainement pour y pallier, mettent en avant l'importance de l'esprit d'équipe et de la vie en communauté. Leur rapport au travail est nouveau : ils ne cherchent pas à s'expatrier à l'autre bout du monde, à la différence des générations précédentes, et souhaitent davantage un retour au local. Leur objectif, surtout, est de trouver le bon équilibre entre leur vie privée et leur vie professionnelle. Leur appétence pour les réseaux sociaux et les nouvelles technologies vient, elle aussi, changer la donne puisqu'elle laisse le champ libre à l'auto-formation. Leur envie d'autonomie est telle qu'ils préfèrent les startups à l'entreprise conventionnelle et la freelance aux contrats de travail. Dans le même ordre d'idées, la culture de l'immédiateté et de l'instantanéité qui les berce depuis l'enfance crée chez cette nouvelle génération une incapacité à se projeter dans le futur. Rien de grave, nous dit Elodie Gentina, puisque c'est aussi la première génération *« Mac Giver »*, celle qui n'a pas peur d'échouer, de recommencer, bref de se débrouiller. Enfin, pour la chercheuse, l'entreprise de demain avec la génération Z c'est avant tout trois mots clés : *« autonomie, responsabilité et coopération »* et, par là même, un management participatif !

© CPME 41

Francois Asselin, président de la CPME.

www.lepicentre.online
L'ÉPICENTRE
Le média de l'actualité économique et sociétale du Val de Loire

Retrouvez nos 3 éditions : 37 / 41 / 45

Distribué à 30 000 exemplaires,
en points de dépôts et en routage

32 pages
Gratuit
Mensuel

Pour recevoir L'Épicentre directement dans votre entreprise, contactez-nous
contact@lepicentre.online

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

greta CŒUR 2 LOIRe

CONFÉRENCE ENTREPRISES

LES MÉTIERS DU TERTIAIRE

MARDI 5 OCTOBRE 2021 A 16H30

LYCÉE VOLTAIRE - 3 AVENUE VOLTAIRE - 45100 ORLEANS

Venez recruter vos futurs collaborateurs
Partagez vos expériences sur le tutorat en toute convivialité
Trouvez des solutions à vos besoins

PROGRAMME

16H30 Conférence

1- Les métiers du Tertiaire dans votre entreprise avec le GRETA
- ✓ Assistanat
- ✓ Comptabilité
- ✓ Vente
- ✓ Ressources Humaines

2- Les types de contrats et aides aux entreprises.
3- GRETA et Entreprise pour une collaboration efficace.
4- Recueil des besoins.

18 H Apéritif

Venez partager un moment de convivialité àl'issue de la conférence

INSCRIPTION OBLIGATOIRE

02.38.49.12.12 ou 07.55.65.57.06
sandra.desbrosses@ac-orleans-tours.fr

PORT DU MASQUE OBLIGATOIRE POUR LA SÉCURITÉ DE TOUS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE *Liberté Égalité Fraternité*

greta CŒUR 2 LOIRe

GRETA COEUR 2 LOIRe
Lycée Voltaire
3 avenue Voltaire - 45100 ORLEANS

Interview :

Bernard Hibert, président de la CPME Centre-Val de Loire

« Le rebond de la relance doit profiter à toutes les entreprises »

Président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) de la région Centre-Val de Loire, Bernard Hibert commente les résultats d'une enquête de conjoncture auprès des adhérents du syndicat et réagit à l'actualité économique.

L'Épicentre : *La CPME a fait réaliser une enquête nationale (voir l'encadré) fin août auprès de ses adhérents selon laquelle 39% des personnes interrogées estiment que leur situation s'est dégradée au cours du premier semestre 2021 par rapport au second semestre 2020. Faites-vous le même constat en Centre-Val de Loire ?*

Bernard Hibert : *Il s'agit d'une enquête nationale pour laquelle nous ne disposons pas de données régionales. Toutefois, ce sont bien les mêmes inquiétudes qui nous remontent de nos adhérents en Centre-Val de Loire. Beaucoup de dirigeants de PME craignent de ne pas bénéficier des effets du plan de relance qui sont plutôt dimensionnés pour les groupes et les grandes entreprises. Or, il est indispensable que le rebond de la relance profite à toutes les entreprises, même les plus petites.*

Bernard Hibert (à gauche), président de la CPME Centre-Val de Loire, a accueilli le président national, François Asselin, lors de la conférence du 16 septembre à Tours.

Selon cette enquête, il semble que la crise ait fragilisé la situation financière des PME qui expriment des difficultés à faire face aux échéances fiscales et sociales. Est-ce le cas en Centre-Val de Loire ?

Il est certain que la crise sanitaire a eu un effet désastreux sur la situation financière des PME partout en France et singulièrement en Centre-Val de Loire où la sous-traitance fait travailler près de 25 000 salariés.
Avec les aides de l'État, on a acheté du temps mais le report de charges aura un impact qui se fera sentir dès le printemps prochain. Pour faire face aux remboursements des PGE (Prêts Garantis par l'État) les entreprises devront faire plus de chiffre d'affaires ou de marge. Ce n'est pas toujours possible pour toutes. C'est pourquoi nous sommes en discussion avec les pouvoirs publics pour un étalement de la dette sur du long terme.

Selon votre enquête, 57% des entreprises interrogées déclarent avoir renoncé à des projets ou des marchés en raison de difficultés de recrutement. Quelles solutions proposez-vous ?

Les difficultés de recrutement sont un frein majeur au développement. Nous sommes très conscients de cette situation. Les solutions relèvent avant tout des compétences des pouvoirs publics mais la CPME ne reste pas les bras croisés. Lors d'une réunion régionale le 16 septembre à Tours, en présence du président national François Asselin, nous avons jeté les bases d'un dispositif d'accompagnement des TPE et PME en matière de gestion des ressources humaines qui comprend un volet recrutement avec l'intégration des demandeurs d'emploi. La CPME Centre-Val de Loire sera pilote dans ce dispositif qui doit permettre notamment de faciliter les processus de recrutement.

Début octobre auront lieu les élections des Chambres de Métiers et de l'Artisanat. Comment se positionne la CPME Centre-Val de Loire pour ce scrutin ?

Pour la première fois depuis 1945, la CPME est la première organisation interprofessionnelle par le nombre d'entreprises que représentent ses différentes branches. Cette représentativité nous donne toute la légitimité nécessaire pour prendre une part active aux élections des Chambres de Métiers et de l'Artisanat pour lesquelles nous soutenons la liste « Fiers d'être artisans ». En Centre-Val de Loire, la liste est complète et a été présentée à François Asselin lors de notre réunion à Tours.

Propos recueillis par Bruno Goupille

57% des dirigeants de PME peinent à recruter

La CPME a réalisé une enquête (*) auprès de ses adhérents sur les perspectives de rentrée. Les principaux résultats sont les suivants :

39% font état d'une dégradation de la situation globale de leur entreprise au premier semestre 2021 par rapport au second semestre 2020

57% déclarent avoir dû renoncer à des projets ou à des marchés du fait de difficultés de recrutement.

18% estiment ne pas avoir la trésorerie suffisante pour rembourser les échéances sociales et fiscales.

54% souhaitent une prolongation des aides de l'Etat à la rentrée 2021.

47% estiment que la pandémie à un impact en termes d'organisation sur leur entreprise.

64% disent être impactés par la hausse des prix des matières premières.

54% déclarent qu'ils ne répercutent pas ces augmentations sur leurs prix de vente.

82% des entreprises impactées par la hausse des prix ne s'attendent pas à une amélioration de la situation avant 2022.

(*) Enquête réalisée du 18 au 31 août 2021 par questionnaire en ligne auprès des adhérents de la CPME. Etude basée sur 1 153 réponses de dirigeants de TPE-PME

Caisse d'Epargne Loire-Centre : Les combats d'une présidente

Elle a été la première femme à présider le directoire d'une Caisse d'épargne régionale. Au cours de ses 12 années de présidence, Nicole Etchegoïnberry a mené de nombreux combats tant pour la cause des femmes que pour le rayonnement de sa deuxième *« région de cœur »*.

Son accent ensoleillé du sud-ouest et son nom difficile à prononcer par des Ligériens l'avaient tout de suite fait remarquer lors de son arrivée à la tête de la Caisse d'épargne Loire-Centre en août 2009. Ce n'étaient pas les seuls éléments différenciants de la nouvelle présidente du directoire. Nicole Etchegoïnberry était aussi la première femme à accéder à ce niveau de responsabilité parmi les 17 Caisses régionales que comptaient alors le réseau national. Après douze années de présidence, elle a fait valoir ses droits à la retraite au 1er septembre dernier. Elle a accepté de répondre à nos questions en compagnie de son successeur, Fouad Chehady.

L'Épicentre : *Quels souvenirs conservez-vous de votre prise de fonction en août 2009, il y a douze ans ?*

Nicole Etchegoïnberry : *Nicole Etchegoïnberry : C'était un défi énorme pour moi qui arrivait d'une filiale informatique du groupe Caisse d'Epargne, même si je connaissais très bien l'activité commerciale pour l'avoir dirigée dans d'autres structures. Je reste toujours reconnaissante envers les administrateurs du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'épargne Loire-Centre d'avoir été les premiers à nommer une femme à la présidence du directoire d'une Caisse régionale.*

Lorsque je suis arrivée, la fusion technique et sociale entre les anciennes Caisses d'épargne de Tours et d'Orléans était réalisée. Je me suis attelée à la réorganisation et la modernisation du réseau commercial. À cette époque, il y avait encore des cars itinérants et des agences équipées de vitres pare-balles.

En quoi a consisté la politique commerciale que vous avez mise en place ?

Nous avons la chance d'être la seule banque dont le périmètre correspond exactement au découpage régional. Avec le directoire, notre stratégie a consisté à assurer un maillage géographique de proximité pour les particuliers et les professionnels grâce à nos 195 agences, et de créer des centres d'affaires dans chaque département pour les entreprises. Cela est passé par une rénovation intégrale du réseau, la création d'un centre administratif à Tours et la modernisation toute récente du site de la Montespan à Saint-Jean de la Ruelle. Cette présence renforcée et la qualité de nos offres nous ont permis de conquérir de nouvelles parts de marché dans tous les domaines d'activité.

Nicole Etchegoïnberry a cédé sa place à la présidence du directoire de la Caisse d'Epargne Loire-Centre à Fouad Chehady depuis le 1er septembre.

Sur le marché des entreprises, comment la Caisse d'épargne Loire-Centre a-t-elle évolué ?

C'est un marché sur lequel on n'attendait pas nécessairement la Caisse d'épargne. Grâce à la création de nos centres d'affaires, le renforcement de nos équipes de conseillers spécialisés et l'extension des offres proposées, nous occupons aujourd'hui une place de référence avec, en moyenne, une entreprise cliente sur trois.

Votre engagement en faveur de la place des femmes dans l'entreprise est connu. Comment s'est-il traduit à la Caisse d'épargne Loire-Centre ?

J'ai effectivement occupé des responsabilités tant nationales que régionales pour la parité et l'accès des femmes à l'encadrement. Lorsque je suis arrivée à Loire-Centre, il y avait 27% de femmes cadres ; elles sont aujourd'hui 48%. Sur les 13 groupes commerciaux, 7 sont dirigés par des femmes, et une agence sur deux est pilotée par une directrice. Sans oublier la promotion de l'entrepreneuriat au féminin, en particulier avec les trophées des Femmes de l'Economie. Je me suis aussi consacrée à favoriser l'emploi de personnes en situation de handicap, avec 8% de l'effectif aujourd'hui alors que la norme est à 6%, ainsi que l'accompagnement des salariés souffrant de longues maladies avec l'association Cancer@work.

Quels ont été les moments forts de votre présidence que vous garderez en mémoire ?

Il y en a tant qu'ils sont impossibles à énumérer. Quelques-uns resteront plus fortement gravés comme la première réunion de tous les salariés au Zénith ou la célébration du bicentenaire en 2018 à Chambord. Il y a aussi tous ces moments d'émotion et de joie que nous avons partagés avec les organisateurs de grands événements économiques, culturels, sportifs et sociétaux dont la Caisse d'épargne est le partenaire de référence. Ces douze années resteront pour moi synonymes de bonheur et d'épanouissement tant professionnel que personnel. J'ai toujours œuvré pour faire rayonner aussi bien notre entreprise que notre belle région et je sais que Fouad partage cette ambition.

Propos recueillis par Bruno Goupille

Fouad Chehady : *« je prends le relais avec enthousiasme »*

« Je prends le relais avec enthousiasme d'une dirigeante remarquable », annonce Fouad Chehady, le nouveau président du directoire de la Caisse d'épargne Loire-Centre. Tout comme Nicole Etchegoïnberry il y a 12 ans, il s'agit pour lui d'une première nomination à ce niveau de responsabilité.

Agé de 58 ans, Fouad Chehady est titulaire de deux DESS, l'un en techniques bancaires et financières obtenu à Strasbourg, l'autre en gestion commerciale à Nancy. Il a effectué l'intégralité de son parcours professionnel dans des banques mutualistes, au Crédit Mutuel puis au Crédit Agricole dans l'Est de la France, avant d'intégrer le réseau des Caisses d'épargne en 2000. Fouad Chehady y a exercé des responsabilités de directeur financier puis de membre du directoire, notamment à la Caisse d'épargne de Normandie pendant 10 ans, avant de rejoindre Natixis en 2018 pour y piloter le plan de transformation.

« À la Caisse d'épargne Loire-Centre, je retrouve mon ADN d'homme de réseau bancaire et développement commercial appuyé par toutes les fonctions supports pour continuer à faire rayonner notre banque régionale ».

L'URSSAF et l'ADIE partenaires pour la création d'entreprises

L'association pour le droit à l'initiative économique et l'union de recouvrement des cotisations sociales s'engagent pour favoriser la création et le développement de petites entreprises.

« Pour bon nombre de salariés, la crise sanitaire a renforcé le désir et la volonté d'être indépendant en créant son propre emploi que ce soit comme auto-entrepreneur ou sous la forme d'une entreprise individuelle », observe Grégoire Héaulme, le directeur régional de l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) pour l'Ile-de-France et le Centre-Val de Loire. Pour preuve, l'association a enregistré en 2020 une augmentation de 20% des projets de création d'activité par rapport à l'année précédente. *« Nous avons financé 800 projets l'année dernière dont beaucoup possédaient une dimension responsable, en rapport avec le développement durable, les circuits courts ou la solidarité »*, précise-t-il.
Mais un ancien salarié ou à un demandeur d'emploi ne possèdent pas toujours les clés et les connaissances économiques, juridiques ou fiscales pour se lancer dans l'aventure entrepreneuriale. C'est la raison pour laquelle l'ADIE a développé des partenariats avec des instances économiques et des réseaux bancaires pour épauler ses candidats, souvent dans des situations financières fragiles.

Grégoire Héaulme, directeur de l'ADIE Ile-de-France Centre-Val de Loire, et Julien Floc'h, directeur de l'URSSAF Centre-Val de Loire, ont signé leur convention de partenariat le 1er septembre.

Un engagement responsable

Un soutien supplémentaire a été formalisé le 1er septembre dernier sous la forme d'une convention de partenariat avec l'URSSAF (Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales) de la région Centre-Val de Loire. Pour le directeur régional de l'URSSAF, Julien Floc'h, il s'agit d'un *« engagement responsable envers un public qui a plus de difficultés à accéder à la création d'entreprise »*. Les allocataires des minimas sociaux sont d'ailleurs largement plus nombreux en Centre-Val de Loire avec une proportion de 60% contre 38% au niveau national. Julien Floc'h confirme également la tendance au développement des micro-entreprises avec une augmentation de 11% des comptes actifs en Centre-Val de Loire. *« Notre partenariat avec l'ADIE représente des enjeux importants pour la pérennité de l'activité des micro-entrepreneurs »*, ajoute-t-il. Selon les études d'impact effectuées régulièrement par l'ADIE, il apparait que 81% des projets accompagnés sont encore viables trois ans après leur création.

Partenariat actif

Concrètement, le partenariat entre l'URSSAF et l'ADIE va se matérialiser par des échanges d'informations, l'organisation de séances de formation pour les bénévoles en contact avec les créateurs, et toutes les initiatives qui permettent de faciliter les démarches administratives. Par exemple, les tournées du camion ADIE seront annoncées dans les agences des caisses d'allocations familiales de la région.
Le partenariat est déjà actif. Des rencontres ont été organisées entre les équipes des deux entités et un événement commun a eu lieu en juin, à Blois, sur le thème de la création d'une micro-entreprise.
« Nous entendons être des facilitateurs en apportant le meilleur conseil possible et un accompagnement personnalisé » annoncent les deux signataires.

> *« Nous entendons être des facilitateurs en apportant le meilleur conseil possible et un accompagnement personnalisé »*
>
> *Grégoire Héaulme et Julien Floc'h*

abaca
formation & conseil RH

Mieux gérer votre avenir professionnel

Validation de projet
Reconversion
Mobilité interne
Changement d'emploi
Changement de métier
Changement de fonction
Formation

ABACA FORMATION
Centre de bilan de compétences à ORLÉANS
AFTEC 22 avenue des droits de L'Homme - 45000 Orléans
Renseignements : 02 47 70 25 70
(numéro unique Région Centre-Val de Loire)

contact@abaca-formation.com
https://www.abaca-formation.com/contact/
https://fr-fr.facebook.com/AbacaFormation/

Initiative Loiret s'ouvre aux projets du monde agricole

Le réseau de financement et d'accompagnement aux créateurs et développeurs d'entreprise peut désormais accorder des prêts d'honneur aux projets du secteur agricole. En 2020, Initiative Loiret a accordé 1,7 million d'euros à 134 projets d'entreprise.

Présent depuis 2001 sous ce titre dans le département, le réseau de soutien à la création d'entreprise Initiative Loiret a ajouté une nouvelle corde à son arc l'an dernier en s'ouvrant au monde agricole. Ce secteur échappait encore aux dispositifs d'aide financière, sous la forme de prêt d'honneur à 0%, attribuée par l'association. Les sollicitations restent encore peu nombreuses pour le moment, mais le réseau souhaite développer progressivement ce nouveau domaine.
Pour les candidats à la création ou au développement d'une activité agricole, le parcours et les conditions d'obtention du financement d'Initiative Loiret restent les mêmes que pour tous les autres porteurs de projet.

Le parcours du candidat
Les candidats peuvent, dans un premier temps, remplir un formulaire de contact sur le site www.initiative-loiret.fr. Une fois vérifiée l'éligibilité de leur projet, ils pourront ensuite constituer leur business plan. Dans tous les cas, l'activité devra être immatriculée dans le département du Loiret et donner lieu à un prêt bancaire complémentaire au moins égal au montant du prêt d'honneur sollicité. Seules sont exclues les activités d'intermédiation bancaire, de promotion, vente, location immobilière et assurance.

Composé de professionnels et d'experts, le comité d'agrément examine les projets présentés par les candidats.

L'étape suivante consiste pour le porteur de projet à venir présenter son projet devant un comité d'agrément constitué de chefs d'entreprise, d'experts comptables, de banquiers et de juristes ou autres professionnels selon la nature des dossiers. Après concertation, les membres du comité délibèrent sur l'obtention d'un prêt et la durée du remboursement.

Parrainage et accompagnement
Le rôle d'Initiative Loiret ne se limite pas au financement. Sa raison d'être consiste à apporter un soutien personnalisé aux créateurs et repreneurs grâce à son réseau de chefs d'entreprise et d'experts bénévoles. L'accompagnement se traduit par la désignation d'un parrain ou d'une marraine, professionnel bénévole, qui va rencontrer régulièrement le porteur de projet pour le faire bénéficier de son expérience, lui prodiguer des conseils et le guider dans ses décisions. 102 nouveaux entrepreneurs ont ainsi été accompagnés par Initiative Loiret en 2020.
L'association organise aussi régulièrement des ateliers ouverts aux chefs d'entreprise, créateurs ou repreneurs d'entreprise. Les thèmes varient selon l'actualité et les demandes. Il peut s'agir de gestion financière, de législation, de stratégie commerciale ou de communication. L'année dernière 13 ateliers ont pu être organisés malgré les restrictions sanitaires. Des rencontres entre chefs d'entreprise sont également proposées chaque mois pour leur permettre de développer leur réseau. Près de 250 personnes ont participé à ces rencontres en 2020.

De 1 500 à 40 000 € de prêts d'honneur

Initiative Loiret délivre des prêts d'honneur sans intérêt ni garantie ou caution personnelle. Le montant est plafonné à 30% des besoins de financement et la durée de remboursement ne doit pas excéder 5 ans.
Cinq types de prêt d'honneur peuvent être accordés :
Création : de 1 500 à 15 000 €
Reprise : de 1 500 à 15 000 €, pouvant aller jusqu'à 30 000 € si le résultat de la dernière année est positif et qu'au moins trois emplois sont repris.
Premier développement : de 1 500 à 15 000 € pour des projets de développement d'entreprises créées depuis moins de 3 ans
Croissance : de 5 000 à 40 000 € pour des projets de croissance sous condition de fournir deux bilans comptables.
Transition : jusqu'à 40 000 € pour faire face à un accident de parcours, sous conditions d'être accompagné par un expert-comptable.

Contact :
Initiative Loiret
13 rue Fernand Rabier,
45000 Orléans
Téléphone : 02 38 21 18 35

Les maraîchers-épiciers de Châlette-sur-Loing

Hyacinthe Sampé et son compagnon sont maraîchers à Châlette-sur-Loing. L'année dernière, en plein début de confinement, ils ont ouvert une épicerie « *Tiny Market* » dans laquelle ils proposent leurs légumes mais aussi des produits bio en vrac. Ils ont mis en place des contenants consignés et installé une machine à oléagineux.
Hyacinthe a présenté son projet devant le comité d'agrément d'Initiative Loiret et obtenu un prêt d'honneur de 6 000 €.
« *L'accompagnement par Initiative Loiret m'a renforcée dans la conduite de ce projet et m'a permis de faire un grand pas dans sa réalisation* », explique Hyacinthe.

Bio Centre Loire - Biocoop : un partenariat structurant vers le commerce équitable

Bio Centre Loire est une jeune coopérative créée début 2020 par une poignée de producteurs de fruits et légumes qui les vendaient jusqu'alors principalement en vente directe. Souhaitant développer une commercialisation ouverte sur les plateformes de distribution, Bio Centre Loire vient de signer un partenariat avec l'enseigne Biocoop.

Bio Centre Loire regroupe des adhérents de toute la région Centre-Val de Loire et commercialise leurs produits uniquement auprès de plateformes de magasins, principalement celles de Biocoop.

Il y a quelques jours, la coopérative Bio Centre Loire et l'enseigne Biocoop ont signé, à Férolles, dans le Loiret, un contrat de partenariat, marquant le passage d'une production d'excellence à la commercialisation équitable de ces produits d'exception. *« Cette signature valide le travail de structuration de filière que nous avons mené dans la région Centre-Val de Loire, commente Jean-Michel Morand, membre fondateur et actuel président de Bio Centre Loire. C'est aussi pour nous la reconnaissance d'une bio mieux-disante qui prend en compte davantage de critères environnementaux et de critères sociaux souvent absents des négociations commerciales. »*

© DR

Un label officiellement reconnu

« Cette signature est importante pour Bio Centre Loire et, au-delà, pour la bio dans son ensemble, expose Pierrick De Ronne, président de Biocoop. Pour être en capacité de s'engager, les groupements doivent répondre à un cahier des charges très exigeant, ce qui implique un travail énorme en amont. La signature est donc un temps de reconnaissance du travail accompli par chacun des groupements. Ce contrat est d'autant plus nécessaire dans le contexte qui est le nôtre actuellement. Les coopératives conventionnelles se mettent à la bio pour prendre des parts de marché, les filières bio qui défendent des valeurs environnementales et humaines fortes doivent donc afficher leurs différences. »

Ces dernières années, les labels équitables privés se sont en effet multipliés, le législateur a donc décidé de les contrôler et de valider les pratiques pour davantage de transparence pour le consommateur. Cette nouvelle législation a conduit Biocoop à se rapprocher d'autres opérateurs pour créer un label commun, Bio Équitable en France. Les groupements de producteurs, dont Bio Centre Loire, ont été associés à la réflexion qui a conduit à ce nouveau label et au cahier des charges qui y est associé.

Chaque groupement signe la charte du label Bio Équitable en France et initie une contractualisation avec ses partenaires distributeurs, comme c'est le cas pour Bio Centre Loire et Biocoop.

La signature du contrat entre Biocoop et Bio Centre Loire *« est une très bonne chose, qui permet de valoriser le travail des producteurs, de prévoir les volumes, d'assurer un prix rémunérateur connu à l'avance et de faciliter les échanges, se réjouit Julien Allaire, directeur du magasin Biocoop de Chécy. Pour moi, cela va dans le bon sens ! À travers le label Bio Équitable en France, on renforce le lien de confiance qui nous unit avec les paysans engagés en agriculture biologique, on encourage la bio. Nous ne devons pas oublier que nous avons besoin des paysans pour nous nourrir et qu'il est normal qu'ils puissent vivre de leur métier. »*

> *« Nous ne devons pas oublier que nous avons besoin des paysans pour nous nourrir et qu'il est normal qu'ils puissent vivre de leur métier »*

Vos producteurs locaux
vous donnent rendez-vous

mangonslocal.loiret.fr

LOIRET, TERRITOIRE DURABLE

Le train de la relance aux couleurs de l'espoir

La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a inauguré le train de la relance en gare d'Orléans et le village de l'emploi, après une visite au BRGM et à l'université. Objectif : montrer le plan de relance en action.

L'optimisme avait toute sa place dans le train de la relance. Il occupait même une partie d'un wagon avec la présentation du Printemps de l'Optimisme qui se veut être un « *incubateur des énergies positives* ». Sous son masque noir épinglé d'une cocarde tricolore, Frédérique Vidal avait sans doute le sourire quand elle s'est félicitée de « *voir toutes ces énergies réunies, qui font plaisir* ». La ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation avait choisi l'étape orléanaise du train de la relance, le vendredi 17 septembre, pour un déplacement centré sur la mise en application du plan de relance.
Sa journée omnibus dans le Loiret a débuté par une visite du BRGM le matin, avec un arrêt prolongé dans le laboratoire Iris Instruments qui a été l'un des premiers bénéficiaires du plan de relance en Centre-Val de Loire. Les chercheurs y élaborent des techniques d'imagerie de pointe utilisées en géotechnique et en exploration minière.

Frédérique Vidal a pris la parole en gare d'Orléans devant le train de la relance en présence notamment de la préfète du Loiret et du président de région.

Rénovation thermique à l'université
Deuxième arrêt, non loin de là, à l'université d'Orléans qui est aussi concernée par d'importants travaux de rénovation thermique de bâtiments financés par le plan de relance. Frédérique Vidal s'est rendue dans les locaux de l'AIDE (Accompagnement individualisé des étudiants) et du guichet d'accueil des étudiants internationaux, avant de visiter le Bouillon, centre culturel et salle de spectacle du campus où des travaux sont aussi programmés.
Tout de vert revêtu, couleur de l'espoir, le train de la relance et de nombreuses personnalités attendaient la ministre sur la voie G de la gare d'Orléans pour une visite officielle en début d'après-midi. Aménagé comme un hall d'exposition roulant, le train fait étape depuis début septembre dans toutes les régions françaises.

Les chapiteaux verts de l'emploi
Sous la conduite de Simon Karleskind, sous-préfet à la relance auprès de la préfète de région Régine Engström, le cortège des officiels a parcouru les wagons dédiés à la présentation des différents volets du plan de relance et à leurs réalisations concrètes. « *Annoncer un plan c'est bien, le lancer c'est important, le réaliser c'est essentiel !* » a estimé Frédérique Vidal en rappelant les objectifs de soutien à l'économie et de préservation de la souveraineté nationale.
Verts, eux aussi, les chapiteaux du village de l'emploi se dressaient sur la place d'Arc, devant la gare d'Orléans, pour accueillir les entreprises qui recrutent : Amazon, Patapain, Transdev, SNCF et quelques autres. Sur le stand de Pôle Emploi, la ministre, la préfète et le président de région ont pu tester la présentation de différents métiers en chaussant des masques de réalité virtuelle, avec l'espoir que ces emplois deviennent, pour les demandeurs, une réalité… réelle.

B.G.

Test de masques de réalité virtuelle pour la présentation de métiers sur le stand de Pôle Emploi, place d'Arc à Orléans.

> *« Annoncer un plan c'est bien, le lancer c'est important, le réaliser c'est essentiel ! »*
>
> *Frédérique Vidal*

L'EACVL poursuit son évolution et se certifie

Depuis sa création en 2018, l'entreprise évolue et se développe chaque jour. Elle travaille avec 3 domaines d'activité : l'Industrie pharma-cosmétique, l'Imprimerie et la Restauration. L'entreprise souhaite continuer à accroître ses compétences et innover tout en validant et en améliorant ses processus.

L'heure est à la certification. Le service qualité mené par Maryline Vannier – Responsable Qualité - œuvre depuis plus d'un an pour répondre aux exigences des certifications. En ligne de mire, la certification cosmétique BPF ISO 22716. Celle-ci est centrée sur des obligations de sécurité, sur l'hygiène et la santé du personnel, les locaux et équipements, la production, les matières premières et les articles de conditionnements, la sous-traitance ainsi que sur les processus d'amélioration et la documentation.
Les apports pour la société sont nombreux, elle certifie la qualité de ses produits ainsi que celle de leurs conditionnements. Elle entraîne une assurance pour les clients, les consommateurs mais également pour la structure. Les bénéfices ne sont pas seulement financiers, les nouvelles méthodes de travail imposent une rigueur et augmentent la cohésion des équipes.

Bonnes pratiques de fabrication
Seront inspectés pendant l'audit : les processus de la fabrication, le contrôle des produits, leurs conditionnements et le stockage jusqu'à l'expédition chez le client final. Ces 5 points sont fondamentaux pour être conforme au cahier des charges des Bonnes Pratiques de Fabrication.
La communication et l'entraide au sein des différents services sont primordiales pour mener à bien ce projet. La devise de l'EACVL est affichée dans l'atelier ! *« En travaillant ensemble et en réunissant nos richesses, nous pouvons accomplir de grandes choses »*

Certification Environnemental ISO 14001
La cause environnementale étant au cœur de l'actualité, L'EACVL souhaite approfondir son engagement pour l'environnement. La certification 14001 entre en jeu ! Celle-ci, a pour finalité de prévenir des risques environnementaux, de diminuer les dépenses grâce à des économies d'énergie et surtout de déployer l'engagement auprès de nouveaux marchés.
Aladji NWAD, Alternant QSE (Qualité Sécurité Environnement), en charge du projet environnemental de l'entreprise. Il travaille depuis plus d'un an sur la certification pour répondre aux attentes de celle-ci.
L'audit de la certification se fera en fin d'année. L'EACVL a déjà mis des actions en place comme la suppression de l'essui tout pour l'utilisation de tissu lavable, ….

Les gestes responsables
Mais cela ne s'arrête pas là, dans le projet fonds d'accompagnement à la transformation des entreprises adaptées. La société se projette dans l'investissement lié au tri sélectif, au luminaire basse consommation, et aux normes.
Les équipes sont sensibles à la protection de l'environnement. Des formations sont mises en place pour transmettre les gestes responsables afin de réduire l'empreinte carbone, la consommation inutile ou encore contre la pollution. Ces gestes aboutissent à des réflexes autant au travail qu'au quotidien.

2021 année de certifications !
Le passage de certification est primordial pour l'entreprise qui souhaite se développer et acquérir de nouveaux clients attentifs à ces démarches. La certification cosmétique BPF 22716 et la certification environnementale 14001 s'ajoutent à la certification Cosmos Ecocert acquise en début d'année.
2021 est une année de certifications !
Le leitmotiv *« tout est possible »* prend là encore tout son sens avec non pas une ni deux mais trois certifications majeures en une année.

> *« En travaillant ensemble et en réunissant nos richesses, nous pouvons accomplir de grandes choses »*

devise de l'EACVL affichée dans l'atelier

« Le monde bouge, l'occasion est belle de s'interroger et de partager »…

« La Rentrée sera sociale, économique et écologique ». Une évidence pour le président de la Région Centre-Val de Loire, récemment réélu. François Bonneau débute son mandat par une réflexion approfondie sur notre modèle économique, et la remise en perspectives de certaines lignes, directrices *« qu'il faut infléchir »*. Détail de la méthode et de la ligne de conduite.

L'Épicentre : *Il y a dites-vous urgence économique, avec un focus sur la relocalisation des modèles de production et des services.*
François Bonneau : *Oui, car le développement économique ne peut plus être vu sous le seul focus de la performance. Nombre d'activités parties à l'autre bout du monde, ont toutes raisons de revenir s'implanter chez nous. Le modèle mondial de concentration touche à sa fin. Voyez les pénuries de matières premières et les ruptures de chaînes d'approvisionnement qui nous pénalisent aujourd'hui.*

L'Épicentre : *Comment comptez-vous réorienter cette réflexion ?*
François Bonneau : *Par l'ambition partagée avec l'ensemble des acteurs, la confiance et l'accélération. Les régions sont nées pour tracer les perspectives en matière de développement économique, de transport et d'aménagement du territoire. Plus que jamais, cette mission est nécessaire, mais doit être partagée avec les citoyens et les acteurs de terrain. Nous devons avoir des objectifs communs, en particulier le schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation. Nous allons nous investir fortement d'ici le printemps, sur le schéma régional des formations (formation supérieure, recherche et innovation), mais aussi sur le nouveau SRADETT (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires).*

L'Épicentre : *Quelles sont les échéances ?*
François Bonneau : *Jusqu'au mois de juin, concertation, bilans, élaboration, seront au cœur de la réflexion. Nous le ferons avec les autres collectivités, les acteurs économiques, les associations et sans doute un panel citoyen. Il y aura les états généraux de la jeunesse et ceux de l'économie.*
Les premiers pourraient débuter dès le mois de novembre. Les jeunes sont, en effet, lourdement impactés, je veux qu'on se fixe des objectifs réparateurs. Il faut les associer, pour comprendre leurs nouveaux besoins en matière de formation, mais aussi de logement, d'autonomie, de mobilité et d'emploi.
D'où le lien étroit avec les Etats généraux de l'économie. Les feuilles de route qui en sortiront devront faire converger ces questions, et associer, bien au-delà de la Région, l'Etat, les intercommunalités et d'une façon générale l'ensemble des acteurs, pour agir en convergence.

François Bonneau, président de la Région Centre-Val de Loire.

L'Épicentre : *Le taux de chômage de 7,2% en région contre 8,2% au national ; satisfaisant ?*
François Bonneau : *Comptablement oui, mais ce n'est pas un satisfecit. Les 7,2% ne doivent pas être qu'un chiffre, il faut savoir qui sont les gens qui ne trouvent pas leur place dans la société. Il faut définir un nouveau paradigme et identifier les opportunités du territoire. On doit maintenant s'interroger sur la réimplantation industrielle, se mobiliser pour la création d'écosystèmes locaux pour l'économie circulaire, poser les enjeux sociaux.*

L'Épicentre : *La rentrée des lycéens et étudiants semble vous inquiéter*
François Bonneau : *J'y suis très attentif. Le décrochage est une menace réelle. On travaille avec les missions locales, le CROUS, les établissements et le rectorat bien sûr, pour qu'aucun jeune ne soit sans solution à la rentrée.*
Au vu de la grande précarité de certains d'entre eux, on maintiendra les aides alimentaires jusqu'en janvier 2022. La carte Rémi est gratuite pour les jeunes, et demi-tarif pour tous les étudiants. Ils ne paient que 20 € les licences sportives, quelle que soit la discipline.
Enfin, nous réactivons, j'en appelle aux chefs d'entreprises et porteurs de stages, le processus Jobaviz. La rentrée est aussi très engagée pour la formation professionnelle des demandeurs d'emploi, dans les secteurs des services à la personne, de la transition environnementale, et bien sûr de l'hôtellerie et de la restauration.

L'Épicentre : *Vous entamez votre troisième mandat, pourquoi cette réflexion, maintenant ?*
François Bonneau : *En 2007, aurait-on porté le même diagnostique sur notre société ? Les enjeux de l'environnement, de la mondialisation, les métropoles-monde, la formation… rien n'est plus comparable.*
Les citoyens disent qu'ils sont en reconquête de sens. Beaucoup ne votent pas et doutent de la démocratie. Il faut agir pour demain en tenant compte des nouvelles priorités qui se font jour.

Propos recueillis
par Stéphane de Laage

L'économie s'épanouit aux Rendez-vous de l'Histoire

Événement dans l'événement, l'économie fait l'objet d'une programmation prestigieuse au cœur des Rendez-vous de l'Histoire, du 6 au 10 octobre à Blois, sur le thème du travail. Un prix Nobel et le ministre de l'Économie figurent parmi plusieurs centaines d'intervenants.

En choisissant le thème du travail pour la vingt-quatrième édition des Rendez-vous de l'Histoire, le lien avec le programme consacré à l'économie était tout trouvé. On y débattra donc autour de questions essentielles comme *« quel travail pour demain ? »* (grand entretien avec Dominique Méda, le vendredi 8 octobre), *« créer de l'emploi en temps de Covid »* (samedi 9), ou encore *« le revenu universel : panacée, utopie, danger ? »* (jeudi 7 avec Benoît Hamon). Plusieurs dizaines de conférences, entretiens, et débats avec de grands experts et des personnalités (Bruno Lemaire, Murielle Pénicaud, Michel-Edouard Leclerc) figurent au programme de cet événement dans l'événement que constitue le volet *« économie »*.

Des économistes de renom

« La création d'un programme dédié à l'économie remonte à 2014, lors de la huitième édition des Rendez-vous de l'Histoire, rappelle Emmanuelle Hullot, administratrice du Centre européen de promotion de l'histoire, l'association organisatrice du festival blésois. Elle est également en charge du programme de *« L'Économie aux Rendez-vous de l'Histoire ». « Le contenu précis est élaboré par un comité scientifique composé d'économistes de renom,* précise-t-elle. *L'objectif est de rendre l'économie plus accessible au grand public. Dès l'origine, c'était aussi une volonté d'ouverture vers les sciences humaines et vers les entreprises locales, en lien avec la CCI du Loir-et-Cher qui est un partenaire institutionnel du festival ».*

Reconnues comme formations

Preuve de cette dimension pédagogique, certaines rencontres et conférences sont reconnues comme des formations par le ministère de l'Éducation nationale pour les professeurs d'économie et de gestion. *« Des ateliers et rencontres scolaires sont aussi organisés, complète Emmanuelle Hullot, comme cette année au lycée Camille Claudel autour de la BD "la folle histoire de la mondialisation", ou avec l'intervention de Jean Tirole, prix Nobel d'économie, au lycée Dessaignes. »*

Administratrice des Rendez-Vous de l'Histoire, Emmanuelle Hullot est aussi en charge du programme consacré à l'économie.

En signe d'ouverture également, l'Économie aux Rendez-vous de l'histoire s'exporte sur le territoire régional. Deux tables rondes sont programmées, l'une à Vendôme avec le titre *« le travail c'est la santé »*, et l'autre à Tours sur *« les futurs du travail »*.

Cette année encore, et peut-être plus que jamais grâce au thème du travail, l'Économie aux Rendez-vous de l'histoire contribuera au succès de ce festival des idées, unique en son genre, suivi par près de 50 000 passionnés.

B.G.

Programme complet sur ***www.rdv-histoire.com***

L'automobile à marche forcée

Le législateur l'a dit : en 2040, les moteurs thermiques à forte émission de CO2 seront interdits. Seuls résisteront les véhicules hybrides et les électriques, à hydrogène, au biogaz, biocarburants ou air comprimé. La gamme sera large, certes, mais comment se repérer dans cet éventail de motorisations ?
Chez le concessionnaire, c'est bien elle qui déjà fait la différence, autrement dit la carburation. La conduite autonome tant espérée n'est pas encore pour demain, bridée par la loi et en attente de finalisation.
Les industriels et les professionnels de la mobilité travaillent pourtant activement, mais la voiture, n'en déplaise aux amateurs de science-fiction, gardera pour longtemps encore quatre roues et un volant qu'il faudra tenir à dix heures dix !

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

© Freepik

Si la voiture autonome existe, elle ne roule pas en liberté sur nos routes légiférées. Trop de risques et d'incertitudes, même si l'on voit des transports en commun qui utilisent la technologie, dans des conditions extrêmement réduites et contraintes. Parlons donc d'évolution automobile plus que de révolution. Toutes les technologies que nous trouverons dans ces prochaines décennies, hormis l'hydrogène, sont déjà présentes sur les modèles premium et progressent d'année en année, gagnent en fiabilité mais souvent n'attendent que les autorisations gouvernementales pour être applicables, comme l'autonomie totale. N'attendez donc pas la voiture volante, le véhicule « *salon* » qui vous transportera tandis que vous jouerez aux cartes avec vos enfants. Ce n'est pas la tendance, les constructeurs ne travaillent pas à cela.

Le paradoxe des énergies

Les normes Euro7 applicables dès 2025 sont au cœur de leurs préoccupations, et tous font en sorte de se positionner sur les énergies les plus avancées, l'électricité et l'hydrogène.
Mais quel sera l'avenir économique de ces voitures électriques, dès lors que le gouvernement cessera de les subventionner à renfort de primes ?
Les prix s'échelonnent entre les 23 000 € d'une Zoé et les 95 000 € d'une Tesla. Au milieu, il est intéressant de voir qu'aucune marque ne fait l'impasse. Toyota, Jaguar, Audi Hyundai, BMW, Nissan ou Peugeot, même pour les modèles utilitaires.
Par ailleurs, les estimations avancent un besoin de 3 millions de bornes en 2030 dans l'hexagone, il y en a 250 000 à ce jour.
Alors tout le monde travaille sur l'hydrogène, car l'électricité verte n'est pas encore de ce monde. Le nucléaire est certes décarboné mais produit des déchets, le photovoltaïque est grand consommateur de gaz pour chauffer les matériaux, et l'on sent bien que l'éolien n'a pas le vent en poupe, abîmant les paysages. Reste l'énergie marémotrice qui se travaille en ce moment sur le continent arabique, y compris avec des entreprises françaises. Porsche tente quant à lui de développer un carburant de synthèse à partir de CO2 et d'hydrogène et s'est associé pour cela à un producteur chilien d'énergie éolienne, donc verte, dans les plaines venteuses d'Amérique du Sud.

Philippe Bigot, président du groupe distributeur éponyme en Région Centre, et président des concessionnaires du Loir-et-Cher

Philippe Bigot, est président du groupe distributeur éponyme en Région Centre, et président des concessionnaires du Loir-et-Cher : *« Les consommateurs sont à la fois des particuliers et des sociétés et donc pour des raisons fiscales, très différents »*. Bonus pour les particuliers, défiscalisation pour les pros qui amortissent le véhicule et sa batterie, exonération de la taxe sur les véhicules de société dès lors qu'ils entrent dans le monde de l'hybride.
Le particulier, lui, est perturbé car le français autrefois très *« diesel »*, est maintenant stigmatisé. Que doit-il acheter ? *« Cette énergie va disparaitre alors qu'elle reste la meilleure énergie des grands rouleurs. Les constructeurs, poussés par la législation européenne, préconisent donc l'hybride et l'électrique, mais on ne vend plus une voiture en deux heures »*. Au grand flou s'ajoutent la crise sanitaire qui a un temps stoppé le marché, ainsi que les productions mondiales de semi-conducteurs, pourtant très demandés dans la téléphonie, l'audio et les écrans de GPS, la charge appareils cellulaires par induction.
Pour l'avenir, Patrice Bigot reste optimiste : *« Le carbone pour la légèreté, les matériaux recyclables, le toit panoramique avec panneaux solaires, la voiture semi autonome, le régulateur actif, tout cela est pour bientôt sinon déjà d'actualité »*.
En plus de se garer seule, la prochaine DS4 doublera seule, mais pour l'heure la législation oblige à tenir le volant. Les constructeurs font tout de même un pari sur l'avenir, c'est dans leurs gènes et dans leur intérêt pour rester compétitifs.
Volvo Cars travaille désormais avec le sidérurgiste SSAB au *« projet de développement d'acier sans énergie fossile »*, indique le groupe dans un communiqué de presse. Une façon d'amoindrir les lourds effets des hauts fourneaux qui transforment le minerai de fer en acier.

Les services de mobilité de demain

Bien entendu, Toyota et Lexus travaillent les différentes technologies. Le diesel est déjà écarté de la gamme, en privilégiant l'hybride auto-rechargeable et le tout électrique, tant que le réseau d'hydrogène n'est pas totalement disponible. Pourtant les métaux rares sont chers, et la place que mobilisent les batteries est aussi un frein au développement de moteurs électriques qui disposeraient d'une autonomie suffisante à tous nos trajets. Il y a d'ailleurs fort à parier que les objectifs en terme de réglementation ne tiendront pas la longueur, à commencer par 2030 pour l'Euro7. *« L'industrie automobile est puissante,* observe Nicolas Bernier, *le changement est vraiment brutal. Le lobbies des pétroliers est aussi important »*. Pour l'heure, le coût au 100Km est toujours en faveur de l'électricité. Environ 9 € pour le diésel contre 3 € pour l'électrique. Reste à intégrer les loyers des deux véhicules. L'idée est d'offrir un loyer maîtrisé et modéré.
« Il n'est pas certains que les utilisateurs cherchent toujours à aller plus loin. Ils veulent la fiabilité, le confort, un certain plaisir de conduire et un prix au kilomètre ». Même pas sûr que le plaisir de conduire soit encore au centre de la réflexion. Avec 100% de boîtes automatiques sur les modèles hybrides, Toyota fait le choix de l'efficacité avant tout. Confort et insonorisation sont les nouveaux critères de choix.

Fabrice Tavernier.

Toyota voit les choses différemment et devient une entreprise de services, pour se déplacer autrement à l'avenir. *« La bonne question,* insiste Fabrice Tavernier, *c'est de savoir quels seront les services de mobilité que les constructeurs automobiles nous offriront. La mise à disposition de moyens de locomotion ponctuels en fonction du besoin instantané. Voiture citadine du quotidien, break de voyage, voire trottinette ou scooter électriques, il s'agira d'emprunter un véhicule de pool, tout en conservant son loyer »*.
Les constructeurs s'orientent vers ce pack de services. Aujourd'hui déjà, 55% des véhicules neufs sont livrés en location. En cause l'évolution des technologies qui s'affinent et se fiabilisent.

Hydrogène mon amour !

La Région Centre-Val de Loire a engagé début 2020, une étude mobilisant les acteurs industriels pour faire émerger des écosystèmes hydrogène en région. Cent-trente-cinq se sont manifestés, et une centaine ont participé aux travaux lancés dans le cadre de cette étude. Depuis quelques années déjà, certaines entreprises du territoire mènent des travaux de recherche dans ce domaine, comme Raigi, qui développe des liners pour les réservoirs résistant à une pression de 700 bars. L'américain Borgwarner, (autrefois Delphi Technologies), travaille lui-même sur la combustion de l'hydrogène.
Sur son site de Loir-et-Cher, il développe et produit depuis toujours des systèmes d'injecteurs diésel et essence pour les moteurs à combustion. Mais depuis deux ans, le département R&D s'intéresse plus particulièrement à la combustion de l'hydrogène. Le directeur de l'établissement blaisois, Jean-Luc Beduneau, connaît d'ailleurs le sujet par cœur. Il a même consacré un sujet de thèse au moteur Vulcain de la fusée Ariane.

Jean-Luc Beduneau.

« On se concentre sur le système hydrogène brulé, explique-t-il. *Autrement dit, un dérivé de la technologie essence, une adaptation fine d'un système que l'on maîtrise depuis longtemps ».* L'objectif est de faire ce que l'on appelle du *« retrofit »* ; réemployer un moteur connu en passant d'une combustion essence ou diesel à une combustion hydrogène. Cette solution permet de passer d'énergie fossile à une énergie renouvelable et décarbonée

À Blois, près d'une centaine de personnes son impliquées dans ce projet (docteurs, ingénieurs, techniciens et opérateurs), pour ce qui pourrait bien être une vraie alternative à la combustion fossile, *« Techniquement, le rendement de l'hydrogène brûlé est maintenant similaire à celui de la pile à combustible, rendu possible grâce aux technologies d'injection directe et suralimentation »*, poursuit Jean-Luc Beduneau. Reste l'infime restitution du NOx, ces oxydes d'azote observés au microgramme par le législateur. Les essais de Borgwarner descendent très en-deçà de la limite autorisée, et tentent le zéro absolu. *« S'agissant du CO2, on passe quoi qu'il en soit de plus de 100g/km pour un véhicule léger, à presque 0 gpar km » !*

Une technologie sans rupture

La technologie de l'hydrogène brûlé est donc bien avancée. L'utilisation de l'hydrogène est déjà en place avec par exemple une flotte de taxis parisiens qui se ravitaille sous le pont Alexandre III, au cœur de la capitale. Les essais se poursuivent et les partenariats se multiplient. La technologie intéresse tout le monde et pour cause. *« Ce n'est pas une technologie de rupture,* explique Jean-Luc Beduneau, *elle permet d'utiliser toute la maîtrise que nous avons déjà de la combustion classique ainsi que la filière automobile associée. Il s'agit d'adapter les moteurs, et bien au-delà, c'est tout l'écosystème industriel qui continue de fonctionner ».*
L'argument est de taille et Borgwarner attire à lui les partenaires et les autorités publiques qui voient là tout l'intérêt d'une adaptation de l'outil industriel existant, du moteur à combustion interne.
« On porte des projets ensemble, les pouvoirs publics nous suivent, les agglos peuvent avoir un rôle à jouer pour installer des électrolyseurs qui fabriqueront de l'hydrogène vert pour leurs flottes de cars ». Des expérimentations existent déjà, dans l'Indre par exemple, où des panneaux photovoltaïques fournissent une électricité verte pour casser les molécules et produire l'hydrogène par électrolyse. Car tout cela ne vaut que si l'énergie est propre.

Vinci, ce que sera la route demain

Dans l'approche systémique de la mobilité, l'infrastructure est partie prenante de tout système. Et Vinci n'a pas attendu pour engager une transformation de la gestion de l'information voyageur, notamment par le digital pour améliorer la sécurité opérationnelle et la fluidité de son réseau. Ulys est devenu pour cela l'unique et incontournable interface client internet via Google Play. Au trafic en temps réel et aux infos qualifiées du réseau, s'ajoutent progressivement un ensemble de services et d'informations sur les charges disponibles ou la présence d'antennes sur le réseau.
Pierre Delaigue, directeur des projets de mobilité connectée, autonome et électrique au sein du groupe Vinci : *« Cela prépare l'avenir et anticipe les besoins des futurs véhicules autonomes et assistés,* explique-t-il, *pour les ravitaillements, pour contourner les zones de travaux ou même l'insertion seule sur l'autoroute, ce pour quoi ils ont besoin d'une assistance ».*

Pierre Delaigue, directeur des projets de mobilité connectée

Vinci travaille à cela avec les deux constructeurs automobiles français. Une approche partenariale qui se concrétise notamment en Île-de-France, où un tronçon de 10Km du tunnel de l'A86 est instrumenté. On y teste la perception des véhicules depuis le bord de la route, les caméras et les algorithmes qui gèrent les informations envoyées au véhicule pour l'assister.
D'autres travaux de recherches sont menés à l'échelon national dans le cadre du consortium SAM, Sécurité et acceptabilité de la conduite et de la mobilité autonome, qui regroupe les parties prenantes de la sécurité de demain, financé par l'ADEME. Dix-huit partenaires, opérateurs de mobilité, centres de recherche, industriels, Vinci ou Transdev… qui travaillent sur la méthodologie et évaluent l'expérimentation.

La charge sans contact en roulant

« La concurrence est forte entre les constructeurs automobiles, admet Pierre Delaigue, mais dans les cinq prochaines années, des évolutions significatives sortiront. Les infrastructures, elles, se calent sur ces évolutions sur cette même temporalité ». Elles développent leurs propres solutions, complémentaires à celles embarquées. Vinci travaille à la décarbonation des réseaux autoroutiers. Batteries et hydrogène embarqués, mais aussi la route électrique, qui permet à un véhicule de se recharger en roulant. Les batteries embarquées sont un frein au transport longue distance, la solution est donc la recharge pour un rayon d'action infini. Plusieurs industriels y travaillent, selon différentes options. Les plus avancées sont le caténaire et le pantographe, issus du ferroviaire, et même le rail conductif. Deux versions d'avenir certes, mais qui supposent des aménagements importants et captifs. L'induction, par des bobines sous l'asphalte, semblent intéresser les chercheurs, pour une charge sans contact. La plus simple indubitablement, tant pour l'installation que la maintenance ; mais c'est la moins mature à ce jour. Quant à la captation d'énergie solaire par la route, le groupe COLAS y travaille semble-t-il. Reste la charge dynamique, c'est le réseau Enedis qui s'en est emparée et fait en sorte de minimiser les temps d'arrêt en étoffant le réseau.

Plus qu'un frémissement, une envie

Mohamed Amjadi est directeur de l'ADEME pour la Région Centre-Val de Loire :
« Il y a, dit-il, un plan hydrogène national qui s'inscrit dans le plan de relance, dit-il, avec des objectifs à plus ou moins long terme ».
En région Centre les dynamiques locales se mettent sérieusement en mouvement. Dans l'Indre, se constitue un écosystème Hydrogène pour développer la production et la consommation d'hydrogène vert. La métropole de Châteauroux s'est engagée avec des bus et des véhicules utilitaires. Idem en Indre-et-Loire, porté cette fois par le SIEL, le syndicat intercommunal d'énergie, la commune de Sorigny et la métropole de Tours, certes à l'étude mais en cours de montage.
« On est vraiment dans la réalité et l'opérationnel, se réjouit Mohamed Amjadi. Les projets s'appellent « Hyber », Vig'Hy ou Hy'touraine, et tous veulent prendre le train de l'hydrogène ».

Dans bien des cas, il s'agit de réponse aux appels à projets nationaux. Les dossiers ont d'ailleurs été clôturés le 14 septembre dernier.

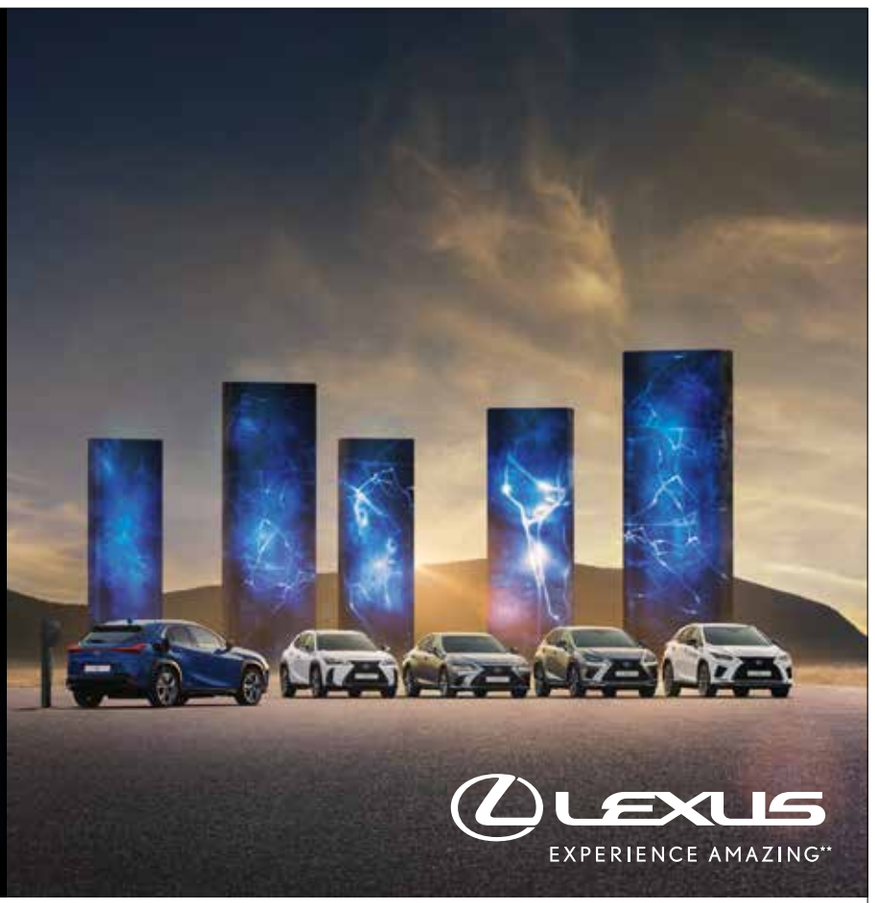
Dans le Loir-et-Cher, le dossier est porté par le logisticien FM logistique. Où l'on parle cette fois pour l'industrie, de chariots élévateurs, de bus et de bennes à ordures ménagères. Les entrepreneurs locaux travaillent à la production et la consommation d'hydrogène vert. *« Il y a une véritable volonté nationale, observe le patron de l'ADEME, particulièrement bien relayée en Région, dès lors que l'on évoque le transport routier et en commun. En Région, la question se pose pour la ligne Orléans-Châteauneuf qui n'est pas électrifiée, Tours-Chinon ou Tours-Loche, trop chères à électrifier et pour lesquelles l'hydrogène semble être une solution d'avenir ».*

Le plan de relance national donne désormais une ligne directrice forte. Il y consacre pour la période 2020-2030, plus de 7MD€ dont 3,4MD€ d'ici 2023. Filière amont, R & D, et la fameuse *« Brique technologie Hydrogène ».* L'ADEME gère le financement de la production et des usages qui suivent, notamment une part de la R&D dans l'hexagone, soit 2MD€ en France.

LEXUS **ELECTRIFIED***

VENEZ DÉCOUVRIR LA GAMME LEXUS

JOURNÉES PORTES OUVERTES
16 ET 17 OCTOBRE PROCHAINS



Gamme Nouveau Lexus UX Électrique : consommation d'énergie électrique min/max (Wh/km) et émissions de CO2 : 169/170 (WLTP) et 0 à l'usage, hors pièce d'usure. Gamme Lexus UX Hybride : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO2 combinées (g/km) selon norme WLTP : de 5,3 à 6 et de 120 à 137. Gamme Lexus ES Hybride : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO2 combinées (g/km) selon norme WLTP : de 5,3 à 5,6 et de 119 à 128. Gamme Lexus NX Hybride : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO2 combinées (g/km) selon norme WLTP : de 7 à 7,7 et de 160 à 174. Gamme Lexus RX Hybride : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO2 combinées (g/km) selon norme WLTP : de 7,6 à 7,9 et de 173 à 180.
*L'électrification selon Lexus. **Vivez l'exceptionnel. Voir conditions en concession.

LEXUS ORLÉANS 30 bis rue André Dessaux 45400 Fleury-les-Aubrais 02 38 81 38 00
lexus.orleans@groupebernier.com • www.lexus-orleans.fr
Lexus Orléans

Lexique de la mobilité à l'usage de l'entreprise

Chez EDF en région Centre, Alain Bonnin est réfèrent de la mobilité électrique. Il conseille les dirigeants sur leurs flottes automobiles et les renseigne sur l'état d'avancement du réseau. « L'objectif européen est de -37% d'émission de CO2 d'ici 2030, et en 2035, plus de fabrication de voiture thermique neuve. Le couperet tombera ou ne tombera pas, en fonction des lobbies. D'ici là d'autres obligations se font jour ».

Le réseau national
On compte près de 30 000 points de charge dans l'hexagone à ce jour, l'objectif est de 45 000 en 2022, c'est jouable, à condition d'augmenter le rythme actuel qui est de 2 000 points de charges supplémentaires par an !
On s'interroge alors de l'impact qu'aura cette marche forcée sur la production électrique en France : *« 3 millions de véhicules électriques en France, équivalent à deux tranches nucléaires, l'équivalent de l'ensemble de nos chauffe-eau »*. Autrement dit, rien de grave, à la condition que la France ne sorte pas totalement du nucléaire.

Stationnement et charge
Sur les parkings non résidentiels existants, d'ici 2025 vous devez prévoir d'électrifier un emplacement sur 20. Pour les nouveaux parkings, un emplacement sur cinq.

Combien pour une borne ?
La borne en elle-même coute environ 2 000 €, c'est le raccordement qui coûte cher, en fonction du terrain et des distances. L'installation est subventionnée :
Environ 960 € pour les bornes d'entreprises (maximum 30%)
2 100 à 9 000 € d'aide si elles sont accessibles au public.
Bornes résidentielles : 1 660 € d'aide
Inutile d'installer des bornes de très grande puissance, souvent 3,7 ou 7kW suffisent pour des charges journalières. Peu de véhicules nécessitent des charges de 22kW. La consommation moyenne constatée par charge est de 12kW.

De l'électricité pour les collaborateurs
Le chef d'entreprise peut installer des bornes et *« offrir »* la recharge à ses salariés. Ce n'est pas considéré comme un avantage en nature. Une prime ou un remerciement tout au plus. Le choix est à la discrétion du dirigeant.

Les entreprises ont de plus des tarifs préférentiels : 12ct€, elles ont donc intérêt à offrir ce service dans le cadre de leur RSE, notamment pour inciter les salariés, sans borne au pied de leur immeuble.
La filiale Izi d'EDF installe au domicile des commerciaux, des bornes intelligentes qui permettent d'identifier les charges et de les qualifier. Un forfait existe aussi pour les entreprises qui ont désormais un système centralisé pour gérer toute les charges des collaborateurs, les bornes et l'optimisation du réseau privé.
Les abonnements vont de 10 € à 15 € par borne et par mois.

Rentabilité ?
Pour 100Km : l'électricité est trois à quatre fois moins chère que les énergies de moteurs thermiques. Quant à l'entretien, il est au moins réduit de moitié, reste la fiscalité, qui devient positive puisque subventionnée.

Le saviez-vous ?
La question des batteries est récurrente, mais savez-vous que les batteries d'une voiture parcourent plus de 500.000Km ? Certains modèles allant jusqu'au million de kilomètres.
Elles n'ont alors *« plus que »* 70% de leur capacité de charge. Insuffisant pour l'efficacité de la voiture mais bien assez pour servir dans nos maisons. *« On peut installer un mur de batteries dans le fond d'un garage, alimenté par des panneau photovoltaïques, qui permettront ainsi de recharger les voitures de la maison durant la nuit »*. Quant à la coque, même elle peut être recyclée,… pour fabriquer des routes !

> *« La vraie révolution sera le choix du modèle, entre le thermique, l'électrique et l'hybride »*

BMW, un joli cadeau de rentrée

Début septembre, les élèves de seconde du lycée professionnel, option mécanique, de Romorantin, étaient dans la concession automobile BMW de Blois. Le constructeur allemand leur offrait un modèle flambant neuf, une *« Série 1 X drive »*. De quoi faire des travaux pratiques pour l'apprentissage de leur futur métier.

M.Orgaer, est enseignant de mécanique automobile et référant école entreprise. Ses élèves ont entre 16 et 18 ans. Tous ont envie d'entrer dans le monde de la mécanique et d'embrasser les technologies de demain. Il suffisait pour s'en convaincre de voir leurs yeux ébahis lorsque que le voile a été levé sur la voiture qui sera bientôt la leur.
La difficulté des lycées et CFA est de se procurer les véhicules les plus récents sur lesquels les élèves vont pouvoir se faire la main. Les technologies vont vites, et les lycées et CFA ont souvent du retard. Situation difficile on le comprend, car les constructeurs doivent garder leurs secrets industriels. Alors, obtenir une BMW nouvelle génération est un événement.
Ce n'est d'ailleurs pas une habitude du constructeur allemand d'en livrer un comme celui-ci. *« C'est une première »*, confie même le directeur de la concession blésoise Bruno Geslin. *« Nos élèves vont apprendre les bases de la mécanique sur ces véhicules, poursuit M.Orgaer, ils iront au fond des choses lors de leurs stages ou de leur alternance chez le constructeur ».*

Ces petits moins qui font aller plus loin

Tony est technicien service chez BMW, en quelques sortes, la référence en matière de connaissance mécanique. Depuis de nombreuses années, ce spécialiste suit lui-même des formations régulières pour se tenir à niveau des nouvelles technologies. Le principal changement est bien entendu la motorisation et l'arrivée de l'électricité, mais pas seulement. *« Le recyclage des matériaux est un élément tout aussi prépondérant. Les véhicules sont allégés par l'utilisation de matériaux comme l'aluminium. Dans cette même idée, le nombre de cylindres est aussi diminué, tout en fournissant une puissance équivalente voire supérieure. On joue avec la suralimentation, et la pression des turbos. Avec une injection extrêmement précise, on optimise la consommation et l'efficacité des moteurs ».*
Revers de la médaille, les moteurs sont plus fragiles et capricieux.
Autre évolution, l'assistance à la conduite, qui est source de complication. *« Le véhicule de demain est déjà opérationnel, poursuit Tony, mais l'utilisateur n'est pas conditionné et formé à cela. La loi n'est pas écrite et les routes ne sont pas adaptées. Cela dit, c'est l'affaire de dix ans tout au plus, notamment sur autoroute ».* Pour l'heure, les véhicules les plus avancés ont choisi d'espionner le conducteur. Des caméras sondent ses yeux et ses mains, vérifiant que son attention est bien permanente.
Avec les nouveaux moteurs, ce ne sont bientôt plus que des boites automatiques qui sont en mesure de gérer les huit rapports, absorber le couple et gérer la puissance délivrée.
« La vraie révolution sera le choix du modèle, entre le thermique, l'électrique et l'hybride. Chaque solution a ses avantages et ses inconvénients. Il faut trouver pour chacun d'eux, le client adapté. »

Bruno Geslin :
Comment voyez-vous les dix prochaines années ?
Les choses se feront par étapes. Nous avons des modèles phare comme le X3, SUV de gabarit moyen. Il est disponible en diverses motorisations. Electrique, diesel ou hybride, et même en test en ce moment à hydrogène. Certaines motorisations s'éteindront naturellement, et sans doute le diesel en premier. C'est déjà le cas pour la mini, voiture citadine par excellence. Mais pour les gros rouleurs qui font jusqu'à 120 000 Km par an, la seule alternative possible reste le diesel, tant pour l'autonomie que la possibilité de se recharger.

Bruno Geslin.

Malgré les malus et les taxes ?
Oui bien-sûr. Certains passent à l'hybride, incités par les avantages fiscaux. Il n'y aura plus de moteurs à combustion interne. L'électricité sera fabriquée à bord de la voiture, c'est le principe de la pile à combustible. Reste à gérer la résistance des matériaux. Toute la filière automobile y travaille. Les enjeux sont considérables car ils concernent la planète entière.

La filière automobile en Région Centre-Val de Loire (données Dev'Up)

Paradoxalement, la filière automobile est très structurée en Région alors qu'elle ne compte aucun constructeur. En revanche, le machinisme agricole et les véhicules utilitaires y sont bien représentés.
- 426 établissements industriels
- 27 500 salariés
- 1 milliard d'euros à l'export en 2018.

Une filière très soutenue par les capitaux étrangers.

La luminothérapie, une alternative aux antidépresseurs ?

La lumière naturelle est essentielle à notre organisme pour réguler l'humeur, le sommeil, diminuer le stress et refaire le plein d'énergie. Pour pallier le manque de lumière naturelle, les dispositifs de luminothérapie représentent un réel atout pour la santé, et notamment pour lutter contre la dépression et les addictions. Deux cliniques loirétaines les proposent à leurs patients depuis un peu plus d'un an. Avec quels retours ?

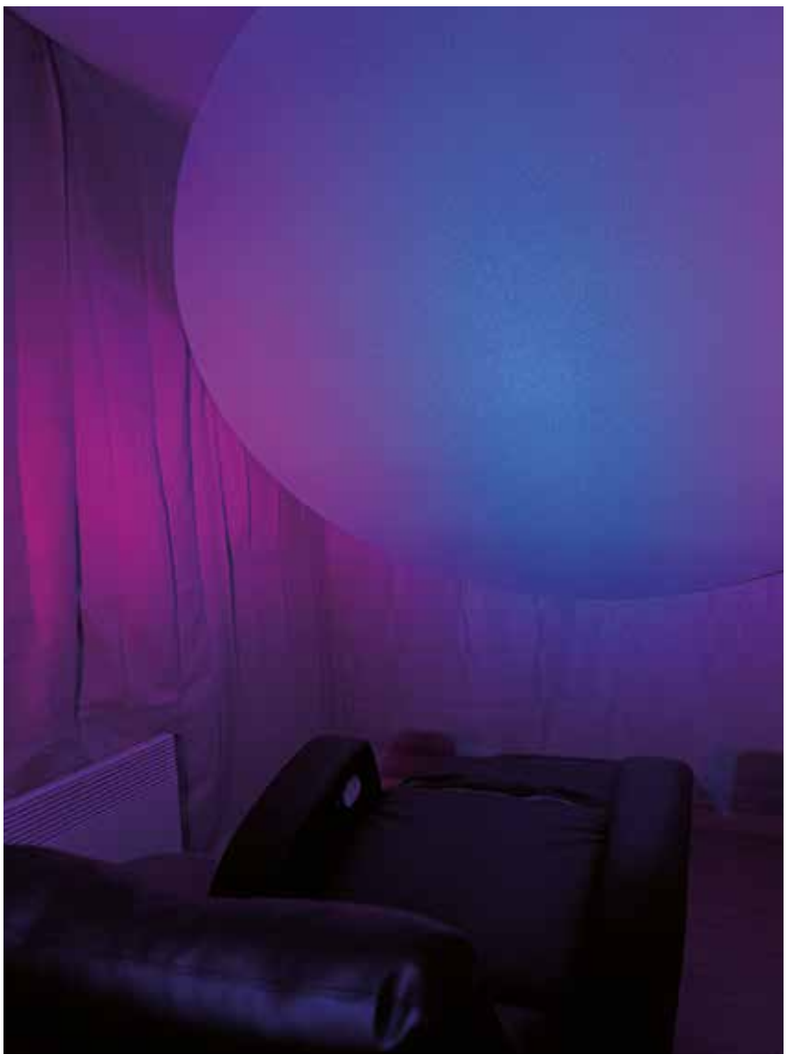
Une paire de lunettes, un casque, un fauteuil confortable, une douce pénombre… Et voilà le patient dans une bulle de détente… La luminothérapie est un dispositif thérapeutique innovant qui peut être utilisé en complément d'un traitement contre la dépression, l'addiction, l'anxiété grâce aux vertus harmonisantes de la lumière et son intervention sur les biorythmes (ondes cérébrales, battements cardiaques, rythme respiratoire).

Utilisé depuis de nombreuses années dans les pays nordiques pour traiter les dépressions saisonnières dues au manque de lumière l'hiver, le dispositif associe de la musique et une lumière tromboscopique qui va générer une stimulation cérébrale et, ainsi, une reprise d'élan vital. Il est néanmoins déconseillé aux patients souffrant d'épilepsie ou de troubles psychotiques.

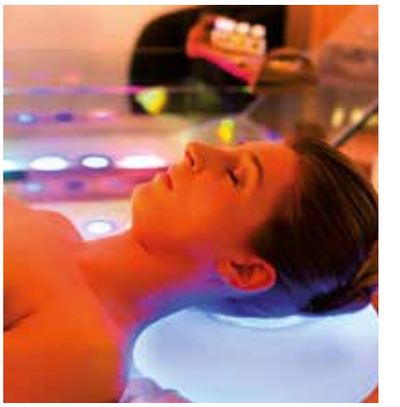
Réduire le stress en entreprise

Les cliniques Pont de Gien à Gien et Belle allée à Chaingy, établissements de santé mentale du groupe Ramsay Santé, sont les premiers à l'utiliser en région Centre-Val de Loire. « Nous avons été très agréablement surpris par l'efficacité de ce système sur les patients hospitalisés ou pris en charge de jour », commente le docteur Hubert.

« Les retours sont excellents, se réjouit le docteur Hubert. *Le personnel de santé qui a pris possession de ce système est heureux de pouvoir le proposer. Il est facile d'utilisation, on peut s'approprier le matériel facilement et il est non angoissant pour le patient. Il est dorénavant intégré dans la prise en charge de nuit, pour aider les patients qui ont un sommeil perturbé ou qui ont été victimes de troubles anxieux dans la journée. Il évite la surenchère de somnifères et de psychotropes. Les patients en redemandent, notamment pour moins consommer de médicaments. »*



Le dispositif est recommandé *« à tous ceux qui ont besoin d'un moment de détente »*, indique le docteur Hubert. Il pourrait être utilisé à des fins de réduction du stress en milieu professionnel, pour une pause relaxante pendant la journée. Ainsi, il est mis à disposition du personnel soignant pour améliorer leurs conditions de travail.



La luminothérapie est préconisée pour les malades souffrant de dépression, d'addiction et d'anxiété et peut également être proposée en milieu professionnel, pour lutter efficacement contre le stress au travail.

> *« Réduire le stress en entreprise »*

Les chefs de Loire ont le cœur tendre

À l'initiative de l'association Speak You, une dizaine de grands chefs cuisiniers du Val de Loire ont animé une journée gastronomique à Orléans. 17 000 euros ont été réunis pour financer un chien d'assistance aux femmes victimes de violences conjugales.

À défaut d'être très répandue dans les restaurants, la carte sonore Speak You qui annonce le menu aux mal voyants, fait beaucoup parler d'elle. Fondée par Freddy Zerbib, le chef du restaurant orléanais « *El Tio* », l'association assurant la promotion de cette carte parlante a mobilisé une belle brochette de grands chefs cuisiniers du Val de Loire pour une cause sociale, le mardi 21 septembre à Orléans. Grâce à l'association et aux partenaires de ce « *Rendez-vous des chefs de Loire* », 17 000 euros ont été réunis afin de financer l'acquisition d'un chien d'assistance aux femmes victimes de violences conjugales. En cours de dressage au centre Handi'chien de Vineuil (Loir-et-Cher), ce chien sera affecté à l'unité médico-judiciaire de l'hôpital d'Orléans où le golden retriever Orko est déjà utilisé pour apaiser les enfants victimes de violences familiales (voir encadré).

Une belle brochette de grands chefs réunis par Freddy Zerbib (3ème à partir de la droite) à Orléans le 21 septembre en préambule au Festival de Loire.

Haute gastronomie ligérienne

La cause était belle et le programme copieux pour cette journée consacrée à la promotion de la haute gastronomie ligérienne. Fort de son réseau professionnel, Freddy Zerbib avait réussi à réunir une dizaine de grands chefs du Val de Loire parmi lesquels figuraient notamment Olivier Bernard, chef du domaine national de Chambord, Gaëtan Evrard, chef de L'Evidence à Montbazon (Indre-et-Loire), Christophe Hay, de la Maison d'à Côté (Montlivaut, Loir-et-Cher) et de la Table d'à Côté (Ardon, Loiret), Martin Simonart, de l'Auberge des Templiers (Loiret), Rémy Giraud, ancien chef des Hauts de Loire (Loir-et-Cher) et Anthony Maubert, chef du restaurant Assa (Loir-et-Cher).

Martin-Pourret au patrimoine vivant

Plusieurs grandes références de la cuisine française avaient aussi répondu à l'appel comme Bernard Vaussion, l'ancien chef de l'Elysée, Denis Courtiade, directeur du restaurant du Plaza Athénée à Paris, et Guillaume Gomez, ambassadeur de la gastronomie. Ce dernier a d'ailleurs remis le diplôme d'entreprise du patrimoine vivant aux deux dirigeants de la vinaigrerie Martin-Pourret lors d'une réception à l'hôtel de ville d'Orléans.

Les grands chefs ont pu démontrer l'étendue de leurs talents en confectionnant leur plat signature dans le camion école Pro à Pro stationné devant l'hôtel Groslot. Un passage au supermarché coopératif « *la Gabare* » à Olivet figurait au menu de cette journée « gastro solidaire » qui s'est achevée, comme il se doit, par un dîner de gala à la Table d'à Côté où Christophe Hay a pu mettre les petits plats dans les grands cœurs.

B.G.

Orko, chien d'assistance médico-judiciaire

Par sa seule présence et sa douceur, il parvient à diminuer le stress, baisser la fréquence cardiaque et la tension artérielle. Le golden retriever Orko est affecté à l'unité médico-judiciaire du centre hospitalier régional d'Orléans qui reçoit les enfants victimes de violences familiales. « Les enfants se confient beaucoup plus naturellement lorsque Orko pose sa tête sur leurs genoux et se laisse caresser », explique le Dr Barbara Tisseron.

En novembre, cette unité, placée sous la responsabilité du Dr Pierre Tixeront, s'ouvrira également aux femmes maltraitées, et aux câlins du nouveau compagnon offert par Speak You et les chefs au cœur tendre.

Orko, en compagnie du Dr Barbara Tisseron (à gauche) et de l'infirmière Marie-Laure Toulmé qui en a la garde.

Un nouveau théâtre à Orléans fin 2022

Ça bouge sur la scène culturelle orléanaise : un nouveau théâtre privé ouvrira rue Saint-Anne à Orléans fin 2022. Jordan Sarralié et Jérôme Foucher souhaitent y proposer une programmation accessible à tous.

Auparavant, l'édifice a accueilli un couvent, une manufacture, des pénitentes œuvrant pour l'éducation de jeunes filles en difficulté, un cercle ouvrier, une association diocésaine, la communauté religieuse des Dames garde-malades du Bon Secours.

Dans un peu plus d'un an, fin 2022, ce lieu, chargé d'histoire, sera devenu un théâtre composé de deux salles : une de 400 places, située dans l'ancienne chapelle du XVIIe siècle (désacralisée) et une autre de 100 places (qui hébergera également des cours de théâtre et des résidences d'artistes).

Dans la cour intérieure, un bar de 200 m² moderne (style atelier chic) et modulable accueillera les spectateurs et des personnes extérieures, les associés souhaitant faire du théâtre un lieu vivant et ouvert à tous. Des brunchs seront également proposés le dimanche. Le théâtre et le bar pourront être privatisés pour accueillir des événements professionnels et privés.

Deux agences de communication et une résidence étudiante seront également hébergées dans le bâtiment.

Démocratiser la culture

En amenant le théâtre en plein centre-ville d'Orléans, Jordan Sarralié et Jérôme Foucher, les deux associés, qui partagent une vraie passion pour le spectacle dans toute sa diversité, espèrent démocratiser la culture et l'ouvrir aux jeunes.

Ils sont accompagnés dans l'aventure par Charlotte Leroy, future directrice, et Xavier Desplats.

La programmation sera variée et proposera des comédies, des vaudevilles, du théâtre de boulevard, des one-man-shows, du café-théâtre, mais aussi de la danse, des concerts et du théâtre classique.

Quant au nom du futur établissement culturel, il sera dévoilé dans les prochains mois.

Afin de financer ce projet d'un montant de trois millions d'euros, Jordan Sarralié a décidé de monter le Club des 10 : un club réunissant dix partenaires désireux de soutenir la culture orléanaise à hauteur d'un million d'euros. Deux partenaires ont déjà manifesté leur fort intérêt.

> *« En amenant le théâtre en plein centre-ville d'Orléans, les deux associés espèrent démocratiser la culture et l'ouvrir aux jeunes »*

Mois d'août record au ZooParc de Beauval

Avec 440 000 entrées, le mois d'août a battu tous les records de fréquentation au ZooParc de Beauval. L'association Beauval Nature renforce son aide aux programmes internationaux de préservation des espèces menacées.

« Il y a eu cet été une très forte appétence du public pour les sorties en plein air après les privations des confinements successifs » constate Delphine Delord, directrice générale associée du ZooParc de Beauval. L'effet s'en est fait ressentir de façon spectaculaire sur la fréquentation du mois d'août qui a battu un record absolu avec 440 000 entrées. Cela représente près de 15 000 visiteurs par jour et correspond au tiers de la fréquentation totale de l'année 2020, marquée, elle aussi par le premier confinement. *« Nous avons bon espoir d'atteindre 1,2 millions d'entrées cette année aussi »* annonce Delphine Delord.
Les visiteurs du mois d'août ont été beaucoup plus nombreux, de l'ordre de 30% d'augmentation, et aussi très avides de profiter des restaurants qui ont fait le plein tout comme les 363 chambres des trois hôtels et de la résidence hôtelière.

Directrice générale associée du ZooParc de Beauval, Delphine Delord prend en charge la communication.

98% de visiteurs nationaux
Contrairement aux châteaux du Val de Loire qui ont souffert de l'absence de clientèle étrangère, le ZooParc de Beauval n'en a pas subi les conséquences. *« Nos visiteurs sont à 98% nationaux, explique Delphine Delord. 25% d'entre eux viennent de la région parisienne et 16% du Centre-Val de Loire. »*
La naissance des deux bébés pandas le 2 août n'explique pas, à elle seule, le regain de visiteurs estivaux. *« Les visiteurs ne viennent pas uniquement pour les pandas dont les bébés n'étaient d'ailleurs pas visibles. Il y a 800 espèces d'animaux présentes à Beauval. Nous sommes devenus une destination à part entière pour un public très attaché à notre engagement pour la préservation de la faune sauvage »* estime Delphine Delord.

1,8 M€ pour l'association Beauval Nature
Les formules de parrainage d'animaux, au travers de l'association Beauval Nature, connaissent un succès certain. En contrepartie d'un don, déductible fiscalement, chacun peut devenir le parrain d'un animal et être régulièrement informé des actions conduites par l'association. 260 000 € ont ainsi été collectés et viennent alimenter le budget de Beauval Nature auquel le ZooParc verse 1% de ses recettes. *« Ce budget va atteindre 1,8 M€ cette année,* précise Delphine Delord. *Il est investi dans les 50 programmes de conservation et les 15 programmes de recherche soutenus par l'association. »* Beauval Nature intervient par exemple pour la préservation des orangs-outans de Bornéo, ou des chimpanzés du parc national de Conkouati-Douli, au Congo, où Rodolphe Delord, directeur général du ZooParc était en mission en septembre.
L'association soutient également le programme de recherche du laboratoire Spygen spécialisé dans l'inventaire de la biodiversité aquatique et terrestre à partir de prélèvements effectués sur des points d'eau fréquentés par les animaux.

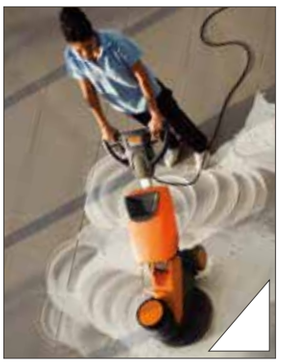
B.G.

> *« Nous sommes devenus une destination à part entière pour un public très attaché à notre engagement pour la préservation de la faune sauvage »*
>
> *Delphine Delord*

Pendant le mois d'août, le ZooParc de Beauval a accueilli près de 15 000 visiteurs en moyenne chaque jour.

DIAMANT
Propreté et Services Associés

Paris Ile de France, Yonne, Centre-Val de Loire



Notre métier

- Entretien des locaux sous toutes ses formes

. Locaux commerciaux
. Secteur industriel et tertiaire
. Entretien parties communes
. Entretien parties privatives (résidences étudiants)
. Syndic de copropriétés
. Collectivités

Nos spécificités :

• Intervention après sinistres

• Travaux préparatoires et assèchement après dégât des eaux
• Décontamination après sinistre incendie

• Certification BIOCID

• Intervention 3D : dératisation, désinfection, désinsectisation.
• DSVA (désinfection par voie aérienne)

• Recherche de fuite

• Détection par gaz traceur, caméra thermique et procédé acoustique

• Centres d'intervention :

• Centre-Val de Loire
• Paris Ile de France
• Yonne

Tél. : 02 38 51 18 19
Mail : diamant45@orange.fr
ZAC de la Nivelle - 150, rue des Moulins - 45750 Saint-Pryvé-Saint-Mesmin

QUALIPROPRE
Propreté & Services Associés